



BURKINA FASO
↑↑↑↑↑↑↑↑↑↑↑↑↑↑↑↑
**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES
ET DU DEVELOPPEMENT**
□□□□□□□□□□□□□□
**COMITE DE PREVISION ET DE CONJONCTURE
(CPC)**

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

au 3 ème trimestre 2017

Pour toutes informations complémentaires, s'adresser à l'INSD
INSD, Ouaga 2000, Avenue Pascal Zagré - 01 BP 374 Ouagadougou 01
Téléphone : (226) 25.37.62.02 - Fax : (226) 25.37.62.26 - Burkina Faso
E-mail : insd@insd.bf; insdbf@yahoo.fr - **Site web** : www.insd.bf

TBE n° 03/2017

SOMMAIRE

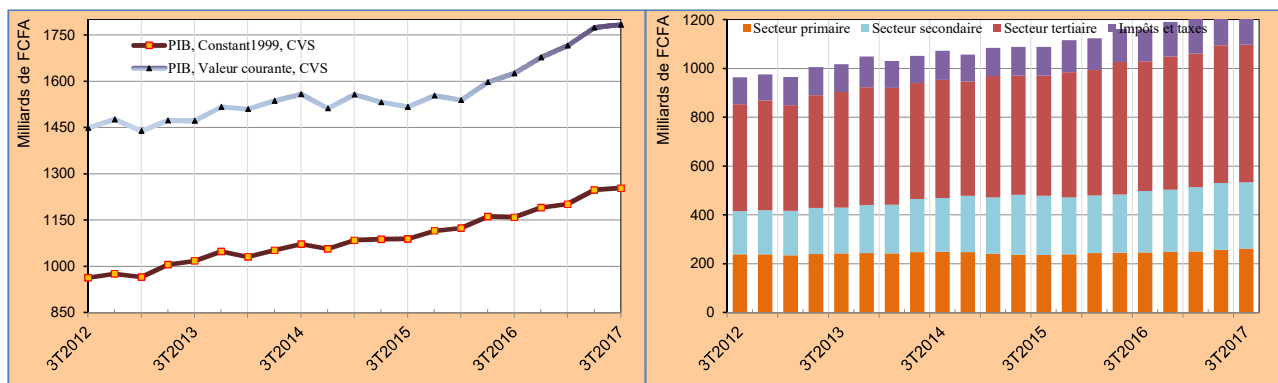
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	10
Secteur monétaire	15
Secteur extérieur	18
Définitions et abréviations	23
Crédit des contributions	24

Secteur réel

Le troisième trimestre 2017 a connu, comparativement au trimestre précédent, une hausse du niveau général des prix à la consommation essentiellement imputable à un renchérissement des services des "hôtels, cafés, restaurants" et des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées". Quant à l'activité industrielle, elle poursuit sa croissance entamée au trimestre précédent.

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS (CNT)

CNT (Milliards de FCFA) Prix constants 1999, Corrigés des variations saisonnières	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2016	2016	2017	2017	2017	trimestriel	annuel
Secteur primaire	247,0	249,2	250,9	257,8	262,1	1,7%	6,1%
Agriculture	131,8	133,1	134,0	140,1	144,0	2,7%	9,2%
Elevage	85,8	86,5	87,2	87,7	88,1	0,4%	2,7%
Sylviculture, pêche et chasse	29,4	29,6	29,8	29,9	30,0	0,3%	1,9%
Secteur secondaire	251,9	255,2	263,5	273,0	272,0	-0,4%	8,0%
Extraction	42,8	45,5	46,2	46,1	41,6	-9,7%	-2,8%
Industrie manufacturière	100,1	98,6	100,2	100,7	100,4	-0,3%	0,3%
Agroalimentaire	55,7	54,6	56,4	57,3	57,7	0,6%	3,5%
Egrenage et fabrication de textiles	5,9	5,8	5,7	5,6	5,5	-1,1%	-5,8%
Bois et métaux	21,6	21,3	21,1	20,6	20,0	-2,8%	-7,5%
Autres industries manufacturières	16,8	17,0	17,1	17,2	17,2	-0,2%	2,0%
Energie	31,5	33,3	24,9	34,2	35,2	2,9%	11,6%
BTP	77,5	77,7	92,2	92,1	94,8	2,9%	22,4%
Secteur tertiaire	530,1	544,7	546,8	563,7	563,0	-0,1%	6,2%
Services marchands	306,4	310,0	314,9	318,2	318,4	0,1%	3,9%
Commerce	121,5	121,6	123,8	126,2	126,8	0,5%	4,3%
Hôtellerie et restauration	11,2	11,3	11,2	11,2	11,2	0,1%	0,0%
Transports	10,3	10,4	10,5	10,5	10,5	0,0%	2,1%
Télécommunication	76,6	77,1	76,9	75,0	75,5	0,5%	-1,6%
Services financiers	39,4	40,6	42,0	43,4	44,3	2,2%	12,4%
Autres services marchands	47,3	49,0	50,6	51,9	50,1	-3,3%	6,0%
Services non marchands	248,0	259,8	257,8	272,2	271,9	-0,1%	9,6%
Administrations publiques	226,8	238,5	236,4	250,7	250,3	-0,2%	10,4%
Autres services non marchands	21,2	21,3	21,4	21,5	21,5	0,2%	1,5%
SIFIM	-24,3	-25,1	-25,9	-26,7	-27,3	2,1%	12,1%
Impôts et taxes	130,4	141,5	140,7	153,4	156,5	2,1%	20,0%
PIB, Constant1999, CVS	1 159,4	1 190,6	1 202,0	1 247,9	1 253,6	0,5%	8,1%
PIB, Valeur courante, CVS	1 626,7	1 678,6	1 716,4	1 774,5	1 784,1	0,5%	9,7%

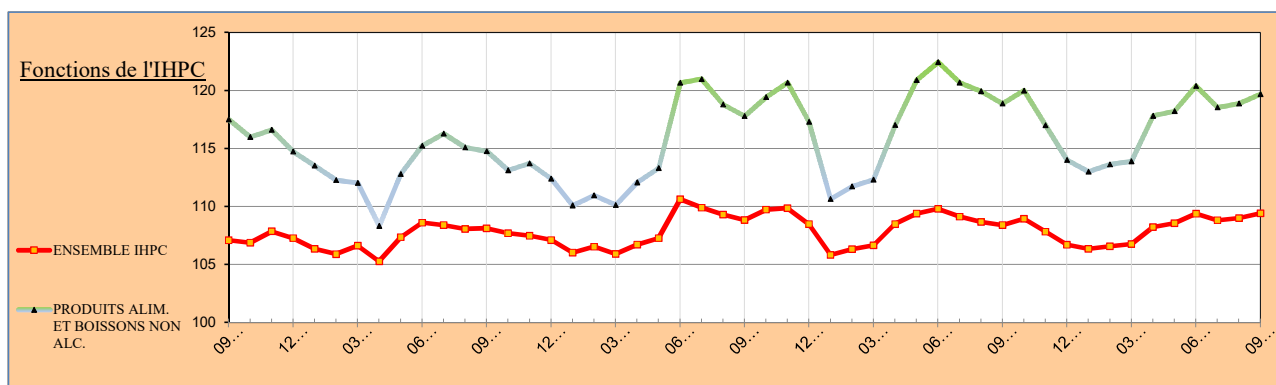


Au troisième trimestre 2017, le PIB réel progresse de 0,5% par rapport au trimestre précédent. Cette hausse de l'activité économique au cours du troisième trimestre de l'année 2017 résulte du progrès noté au niveau des activités du secteur primaire (+1,7%) et de la baisse observée au niveau du secteur secondaire (-0,4%) et du secteur tertiaire (-0,1%).

Comparativement au troisième trimestre 2016, l'activité économique demeure en hausse (+8,1%).

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2016	2016	2017	2017	2017	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	108,7	107,8	106,6	108,7	109,1	0,3%	0,3%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	119,9	117,0	113,5	118,8	119,1	0,2%	-0,7%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	99,9	101,4	99,6	99,9	100,0	0,1%	0,2%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSANTS	101,9	102,0	102,0	102,0	102,0	0,0%	0,0%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	118,2	119,1	119,4	118,7	119,0	0,2%	0,7%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	97,9	97,9	98,0	98,2	98,2	0,0%	0,3%
SANTE	101,3	101,3	101,3	101,3	101,3	0,0%	0,0%
TRANSPORTS	104,9	104,8	104,8	104,8	104,8	0,0%	0,0%
COMMUNICATION	64,2	64,2	64,2	64,2	64,2	0,0%	0,0%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	97,3	97,3	97,3	97,3	97,3	0,0%	0,0%
ENSEIGNEMENT	108,6	108,6	108,6	108,6	108,6	0,0%	0,0%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	112,6	112,6	113,0	115,9	118,5	2,2%	5,2%
AUTRES BIENS ET SERVICES	105,1	105,3	105,3	105,3	105,3	0,0%	0,1%



Le troisième trimestre 2017 est marqué par une hausse du niveau général des prix à la consommation de 0,3% en variation annuelle comme trimestrielle.

La hausse relevée en glissement trimestriel est surtout liée à un renchérissement des services des "restaurants et hôtels" (+2,2%), des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+0,2%) ainsi que des services de "logement, eau, électricité et autres combustibles" (+0,2%). Les autres fonctions de consommation, en dehors des "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants", n'ont pas enregistré de variation de prix.

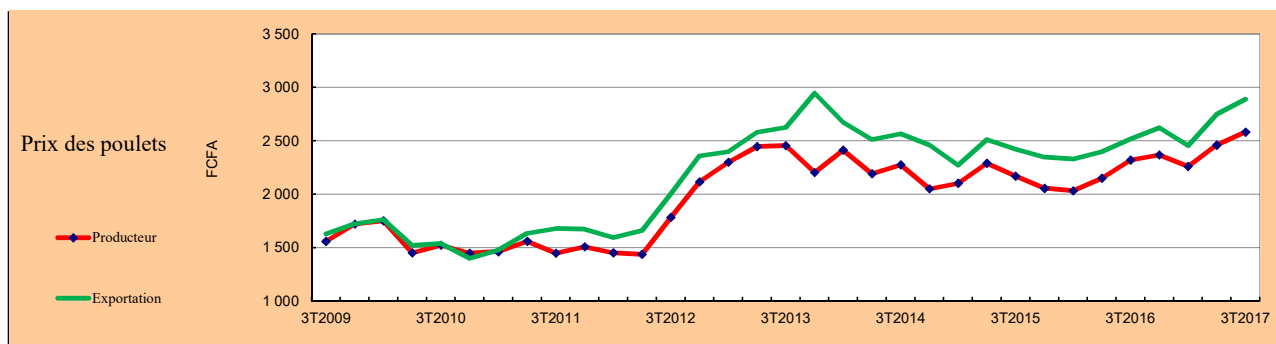
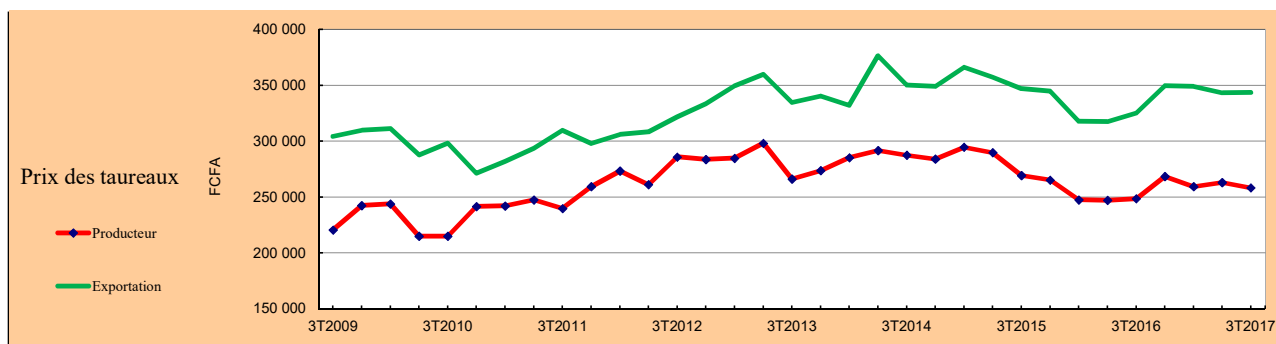
Quant à la hausse annuelle, elle est essentiellement imputable au renchérissement des services des "restaurants et hôtels" (+5,2%), des services de "logement, eau, électricité et autres combustibles" (+0,7%), des "meubles, articles de ménages et entretien courant de foyer" (+0,3%) ainsi que des "boissons alcoolisées, Tabacs et stupéfiants" (+0,2%). Cette hausse annuelle a été cependant atténuée par une baisse des prix des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" de 0,7%. Les prix des autres fonctions, en dehors de celle de "biens et services divers" (+0,1%), ont enregistré une variation nulle de leurs prix.

A fin septembre 2017, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de -0,3% contre 0,6% à fin septembre 2016.

Source : MINEFID / INSD

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2016	2016	2017	2017	2017	trimestriel	annuel
	Prov						
Prix au producteur du taureau	248 573	268 552	259 378	263 185	258 344	-1,8%	3,9%
Prix à l'exportation du taureau	325 251	349 677	349 090	343 247	343 688	0,1%	5,7%
Prix au producteur du bélier	35 960	38 609	40 863	42 311	47 706	12,8%	32,7%
Prix à l'exportation du bélier	46 842	51 218	52 076	51 809	55 016	6,2%	17,5%
Prix au producteur du bouc	20 638	22 021	23 537	24 126	26 720	10,8%	29,5%
Prix à l'exportation du bouc	31 820	33 731	34 602	34 593	36 805	6,4%	15,7%
Prix au producteur du poulet	2 322	2 369	2 261	2 460	2 583	5,0%	11,2%
Prix à l'exportation du poulet	2 519	2 624	2 454	2 750	2 889	5,1%	14,7%
Prix au producteur de la pintade	2 308	2 490	2 168	2 189	2 515	14,9%	9,0%
Prix à l'exportation de la pintade	2 610	2 797	2 437	2 724	2 727	0,1%	4,5%



Au troisième trimestre 2017, le marché des animaux s'est caractérisé par une hausse des prix des petits ruminants et de la volaille comparativement au trimestre précédent.

L'évolution du prix moyen du taureau a affiché une tendance baissière de 1,8% sur les marchés de production et une stabilité sur les marchés d'exportation en glissement trimestriel. En glissement annuel, c'est plutôt une tendance haussière des prix qui est observée avec +3,9% sur les marchés de production et +5,7% sur les marchés d'exportation.

La baisse du prix du taureau s'expliquerait par le ralentissement de l'activité commerciale dû au mauvais état des voies, à l'insécurité et par la baisse de la demande extérieure.

Quant aux prix du bélier et du bouc, ils ont affiché une hausse variant entre 6,2% et 12,8% sur les marchés par rapport au deuxième trimestre 2017. Comparés au troisième trimestre de 2016, les prix du bélier et du bouc enregistrent une hausse sur l'ensemble des marchés. Des hausses plus sensibles ont été enregistrées sur les marchés de production avec +32,7% pour le bélier et +29,5% pour le bouc. La hausse du prix du bélier et du bouc s'explique par la hausse de la demande intérieure (abattage contrôlé : +5,1%) et extérieure (exportations : +1,3%) par rapport au deuxième trimestre en liaison avec la fête de la Tabaski.

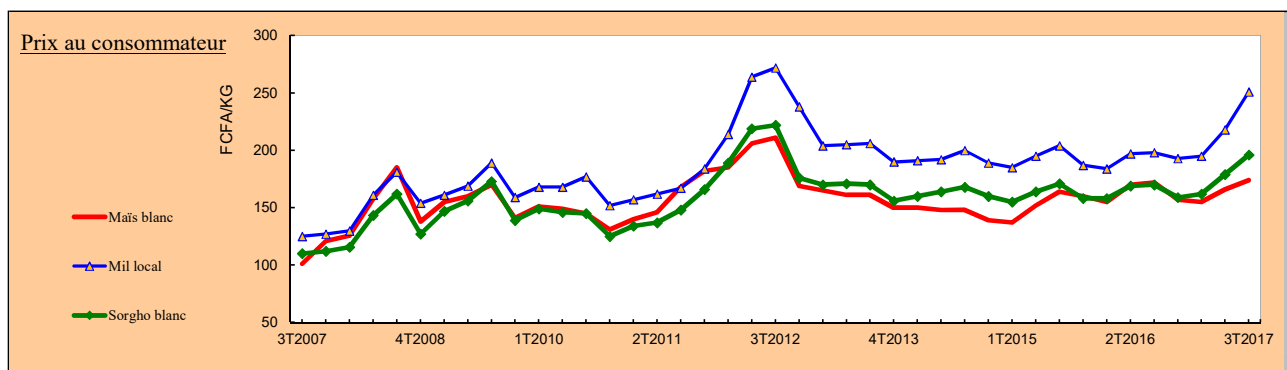
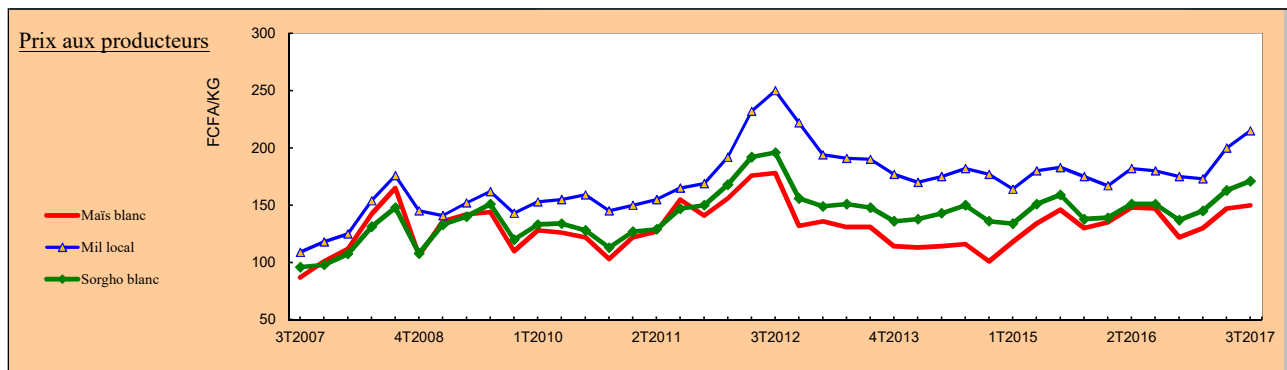
Les prix des volailles ont connu dans l'ensemble une hausse par rapport à leur niveau du deuxième trimestre 2017. En effet, ces prix ont enregistré des variations à la hausse de 5% pour le poulet et de 14,9% pour la pintade sur les marchés de production. Les mêmes tendances sont observées en glissement annuel.

Dans l'ensemble, la hausse des prix s'explique principalement par la forte demande pour la consommation.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2016	2016	2017	2017	2017	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	147,0	122,0	130,0	147,0	150,0	2,0%	2,0%
Prix au consommateur du maïs blanc	172,0	157,0	155,0	166,0	174,0	4,8%	1,2%
Prix au producteur du mil local	180,0	175,0	173,0	200,0	215,0	7,5%	19,4%
Prix au consommateur du mil local	198,0	193,0	195,0	218,0	251,0	15,1%	26,8%
Prix au producteur du sorgho blanc	151,0	137,0	145,0	163,0	171,0	4,9%	13,2%
Prix au consommateur du sorgho blanc	170,0	159,0	162,0	179,0	196,0	9,5%	15,3%



Au cours de ce troisième trimestre, qui coïncide avec la période de soudure, les marchés céréaliers ont connu une disponibilité moyenne. L'offre sur les marchés a été jugée faible comparée à la même période de l'année écoulée. Cet état de fait corrobore avec la rareté du mil et du sorgho constatée sur le terrain.

La demande, quant à elle, a été en hausse avec la période de soudure. Avec des stocks à un bas niveau ou quasi inexistant, la grande majorité des ménages dépendent du marché pour leurs achats en céréales.

La forte demande et l'offre moyenne ont entraîné une hausse des prix des céréales.

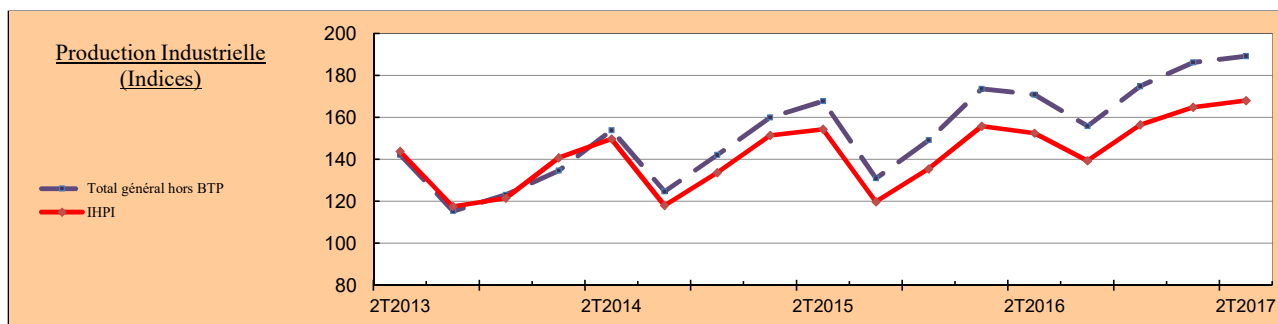
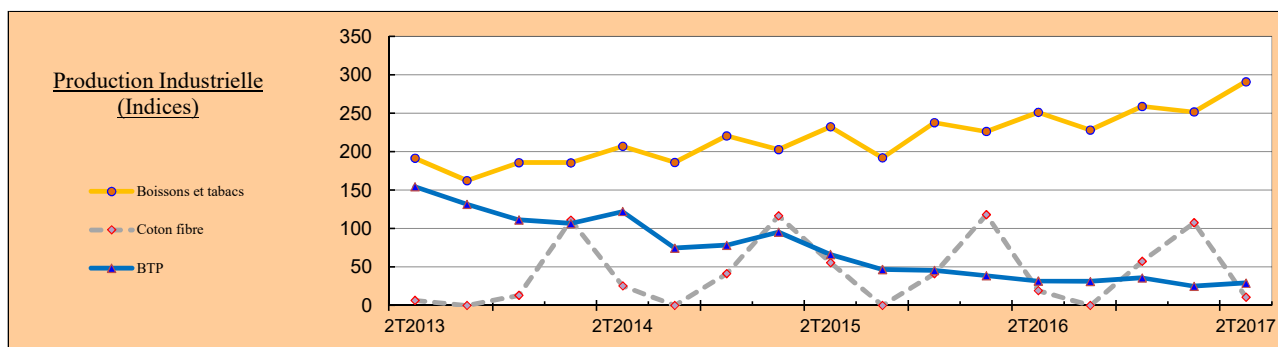
Sur les marchés de détail, le mil a enregistré pour ce trimestre un prix moyen de 251 FCFA le kilo ; le sorgho et le maïs étaient respectivement à 196 FCFA et 174 FCFA le kilo. Par rapport au trimestre précédent, le prix du maïs a enregistré une hausse de 4,8%, celui du mil de 15,1% et celui du sorgho de 9,5%. Comparativement au même trimestre de l'année passée, les variations enregistrées ont été de +1,2% pour le maïs, de +26,8% pour le mil et de +15,3% pour le sorgho. Par rapport à la moyenne des cinq dernières années, des hausses de +1%, +16% et +8% ont été relevés respectivement pour le maïs, le mil et le sorgho.

Sur les marchés de collecte, le niveau des prix moyens du trimestre, étaient de 150 FCFA/kg pour le maïs, 215 FCFA/Kg pour le mil et de 171 FCFA/Kg pour le sorgho. Comparés au trimestre précédent, ces prix sont en hausses de 2% pour le maïs, de 7,5% pour le mil et de 4,9% pour le sorgho. Par rapport à la même période de l'année passée, les variations relevées ont été de +2% pour le maïs, de +19,4% pour le mil et de +13,2% pour le sorgho. Comparativement à la moyenne quinquennale, les prix à la collecte ont enregistré des hausses de 5% pour le maïs, de 9% pour le mil et de 6% pour le sorgho.

Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2016	2016	2016	2017	2017	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	19,2	0,0	57,5	107,9	10,5	-90,2%	-45,3%
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	216,4	189,3	204,7	209,7	230,5	9,9%	6,5%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	33,1	13,4	74,7	120,5	32,3	-73,2%	-2,4%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	914,2	1 130,5	1 203,4	1 227,3	1 228,1	0,1%	34,3%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	150,7	147,0	153,8	152,1	161,0	5,8%	6,9%
BOISSONS ET TABAC	251,4	228,3	259,2	251,9	291,3	15,6%	15,8%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	150,7	147,0	153,8	152,1	161,0	5,8%	6,9%
BOULANGERIES, MEUNERIES	117,4	138,0	128,7	126,8	122,9	-3,1%	4,7%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	149,1	110,3	95,0	126,2	109,5	-13,2%	-26,6%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	173,1	148,0	247,6	247,6	251,8	1,7%	45,5%
INDUSTRIES CHIMIQUES	77,7	76,5	71,9	81,4	68,9	-15,3%	-11,3%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	6,6	3,9	22,9	4,7	6,5	39,1%	-1,4%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	193,1	142,2	164,2	182,4	218,9	20,0%	13,3%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	31,6	31,2	35,7	24,9	29,0	16,5%	-8,3%
TOTAL GENERAL HORS BTP	170,9	156,0	174,9	186,3	189,3	1,6%	10,7%
IHPI	152,5	139,4	156,5	164,9	168,0	1,9%	10,2%



Au deuxième trimestre 2017, la production des entreprises industrielles est en légère hausse. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) a augmenté de 1,9% en glissement trimestriel pour s'établir à 168,0. Comparativement au deuxième trimestre 2016, il enregistre une hausse plus importante (+10,2%).

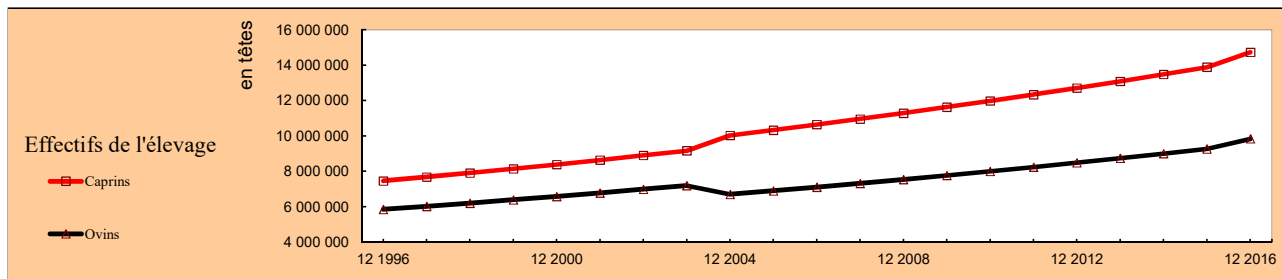
La hausse de l'indice s'explique principalement par l'amélioration de la production des industries de fabrication de boissons et de tabac, des industries de fabrication de matériaux de construction et des industries énergétiques. En effet, l'indice des industries de fabrication de boissons et de tabac est en forte hausse tant en glissement trimestriel (+15,6%) qu'annuel (+15,8%). Aussi, la production des industries de fabrication de matériaux de construction croît de 16,5% en glissement trimestriel. Cependant, l'indice de ces industries est en baisse de 8,3% en glissement annuel. Enfin, la production du secteur "eau, électricité, gaz" enregistre une importante hausse (+20%) par rapport au premier trimestre 2017 du fait de la forte augmentation de la production d'énergie électrique. En glissement annuel, la hausse de l'indice est moindre (+13,3%).

Les industries textiles, elles, ont enregistré une importante baisse de production au cours du trimestre. En effet, leur indice décroît fortement par rapport au premier trimestre 2016 (-90,2%) et aussi en glissement annuel (-45,3%). De même, les industries chimiques enregistrent aussi un ralentissement dans leurs activités, matérialisé par une baisse de 15,3% en glissement trimestriel de leur indice. Comparativement au même trimestre de l'année précédente, l'indice connaît également une baisse (-17,9%).

Source : MINEFID / INSD

EFFECTIFS DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2012	déc 2013	déc 2014	déc 2015	déc 2016	Croissance moyenne	
						2012-2016	2015-2016
Effectif de bovins (en têtes)	8 737 757	8 912 491	9 090 718	9 272 510	9 457 934	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	8 745 206	9 007 538	9 277 746	9 556 056	9 842 712	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	13 094 064	13 486 864	13 891 447	14 308 172	14 737 393	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de	39 797	40 991	42 220	43 487	44 792	3,0%	3,0%

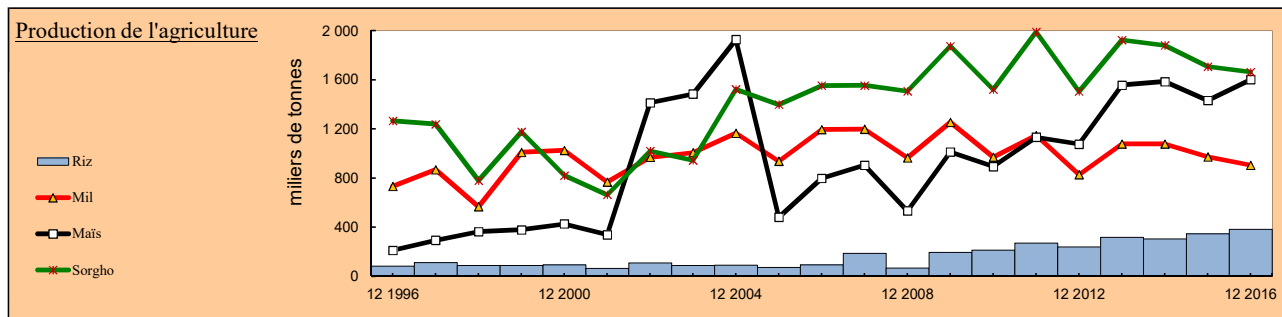


Suite à la mise à jour de l'effectif du cheptel, les bovins restent l'espèce la plus importante en terme de valeur monétaire. Les petits ruminants (ovins et caprins) sont les plus exportés et représentent au moins 60% du bétail exporté. Les ménages ont beaucoup plus recours aux petits ruminants pour obtenir de la liquidité et/ou des vivres. Quant à la volaille, elle est plus consommée localement.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2012	déc 2013	déc 2014	déc 2015	déc 2016	Croissance moyenne	
						2012-2016	2015-2016
Production brute totale de céréales	4 898 544	4 869 723	4 469 300	4 189 665	4 567 066	-1,7%	9,0%
dont : Production brute de mil	1 078 394	1 078 570	972 539	946 184	905 071	-4,3%	-4,3%
dont : Production brute de sorgho	1 923 805	1 880 465	1 707 613	1 435 640	1 663 844	-3,6%	15,9%
dont : Production brute de maïs	1 556 316	1 585 418	1 433 085	1 469 612	1 602 525	0,7%	9,0%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	319 390	305 382	347 501	325 138	384 690	4,8%	18,3%

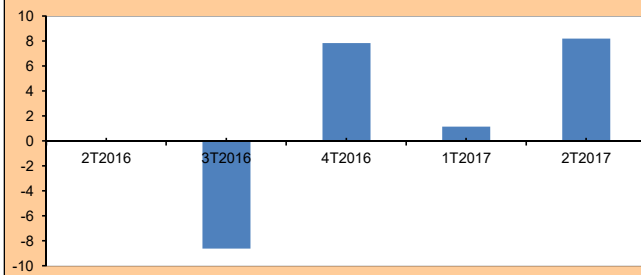


Le troisième trimestre 2017 a été marqué par les travaux champêtres la campagne agricole 2017/2018. Cette campagne agricole a connu une installation précoce à normale. L'irrégularité spatio-temporelle de la pluviométrie a eu un impact sur le développement et la croissance de certains plants issus des semis précoces et même sur la conduite des opérations culturales. Elle a aussi favorisé la prolifération des ravageurs des cultures, en particulier les chenilles légionnaires, dans la majeure partie des communes du pays. Des événements pluviométriques exceptionnels accompagnés de vents violents ont également occasionné des inondations temporaires de champs, des chutes de maisons d'habitation et de greniers, la destruction de vivres, des dégâts d'infrastructures et de matériels et quelques fois des pertes d'animaux.

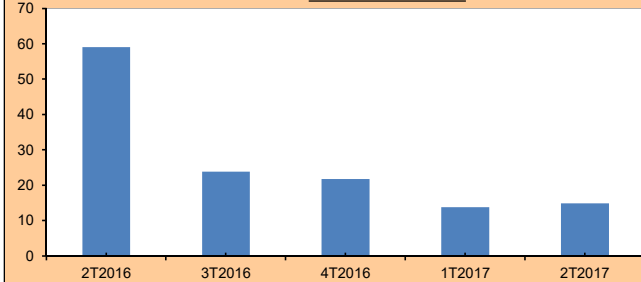
La campagne a été également marquée par le soutien de l'Etat et ses partenaires en intrants, en équipements agricoles, en aménagements de bas-fonds, en renforcement des capacités des producteurs sur divers thèmes et en produits phytosanitaires. Mais il est ressorti l'insuffisance ou le manque de ces produits sur le terrain.

D'une manière générale, les opérations culturales se sont déroulées normalement. Cependant, quelques localités de la région du Centre-Ouest notamment dans les provinces du Boulkiemdé et du Sanguié, des régions du Centre-Est et des Cascades ont connu un retard dans la mise en place des cultures. De plus, les attaques phytosanitaires ont touché la quasi-totalité des régions du pays excepté les régions du Nord et du Sahel où la situation phytosanitaire était calme. Il s'agissait pour l'essentiel des attaques de chenilles dans la majorité des cas, sur le riz, le maïs et le sorgho, et des mouches pour certaines localités telles dans le Bam. Des traitements

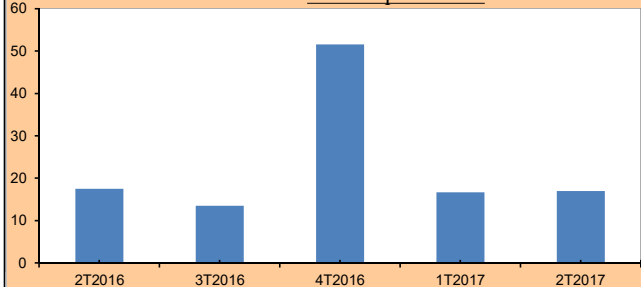
Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S. et D.G.E.S.S.

SOLDES D'OPINION (%) DES CHEFS D'ENTREPRISES...**... sur le climat des affaires****Climat des affaires**

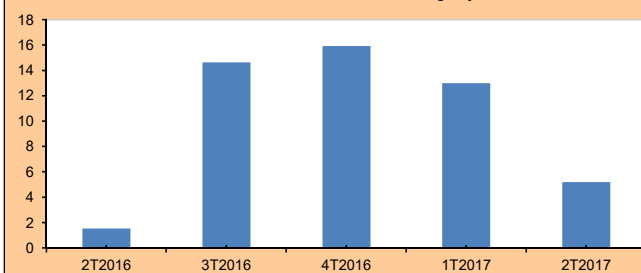
Le climat des affaires s'est amélioré au deuxième trimestre 2017 par rapport au premier trimestre de l'année.

... sur les recettes**Recettes**

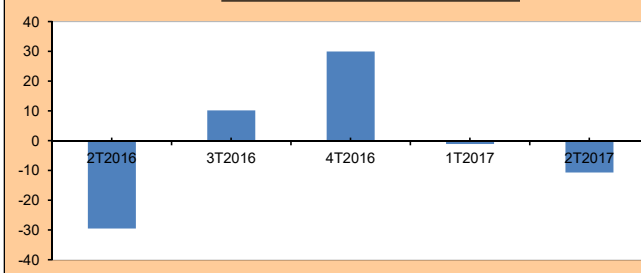
Les ventes sont également en hausse au deuxième trimestre 2017 comparées au trimestre précédent.

... sur la production**Production**

En outre, le niveau de la production a augmenté au deuxième trimestre 2017 par rapport au premier trimestre 2017.

... sur les effectifs employés**Effectifs employés**

Par conséquent, par rapport au premier trimestre 2017, les effectifs employés se sont accrus au deuxième trimestre 2017.

... sur la situation de la trésorerie**Trésorerie des entreprises**

En revanche, la situation de la trésorerie des entreprises est restée difficile dans l'ensemble au deuxième trimestre 2017.

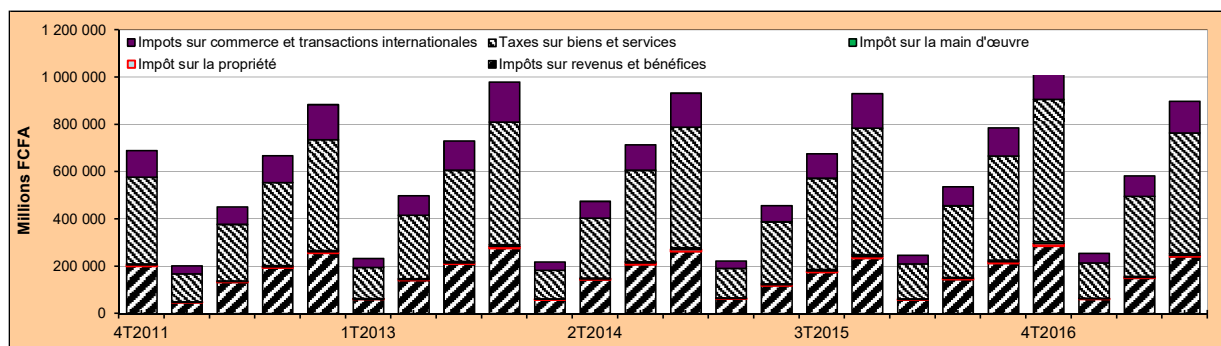
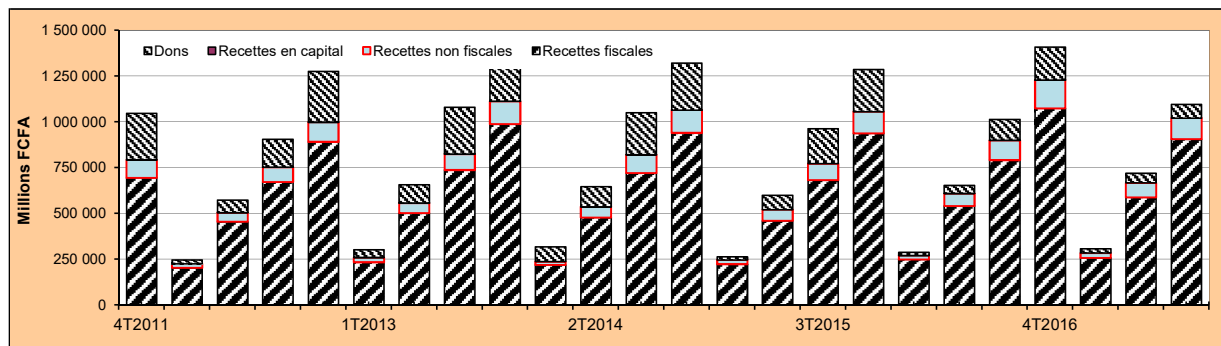
Source : MINEFID / INSD

Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin juin 2017, s'est soldée par un déficit (base engagement) de 293,9 milliards de FCFA, contre un déficit de 63,6 milliards de FCFA à fin juin 2016.

RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES	Prédvision budgétaire (2016)	3. Trim. 2016	4. Trim. 2016	1. Trim. 2017	2. Trim. 2017	3. Trim. 2017	Taux d'exécution	Glissement annuel
(En millions Francs CFA)		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Recettes totales et dons	1 570 175,7	1 014 301,9	1 409 881,7	308 394,4	719 228,8	1 096 026,5	69,8%	8,1%
Recettes totales	1 283 901,5	899 772,8	1 229 691,3	284 405,6	667 400,0	1 021 202,2	79,5%	13,5%
Recettes courantes	1 283 901,5	899 742,7	1 229 661,0	284 405,6	667 400,0	1 021 202,2	79,5%	13,5%
Recettes fiscales	1 127 291,3	791 828,6	1 074 593,6	258 025,8	588 527,4	906 547,9	80,4%	14,5%
Impôts sur revenus et bénéfices	307 416,6	212 846,5	285 742,5	60 906,8	149 551,2	240 618,4	78,3%	13,0%
Impôt sur la main d'œuvre	19 132,2	6 590,6	8 743,8	2 287,4	5 002,2	7 504,8	39,2%	13,9%
Taxes sur biens et services	607 410,3	440 257,4	600 942,8	149 095,0	338 835,2	510 640,7	84,1%	16,0%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	182 742,2	118 456,8	159 130,3	40 504,8	85 481,1	133 310,4	73,0%	12,5%
Autres recettes fiscales	10 590,0	6 394,6	9 341,2	3 202,7	6 140,1	8 742,9	82,6%	36,7%
Recettes non fiscales	156 610,2	107 914,0	155 067,4	26 379,8	78 872,6	114 654,3	73,2%	6,2%
Recettes en capital	0,000	30,173	30,299	0,000	0,000	0,000		-100,0%
Dons	286 274,2	114 529,1	180 190,4	23 988,8	51 828,8	74 824,2	26,1%	-34,7%
Projets	213 771,5	76 237,3	98 992,3	23 988,8	40 372,1	63 367,5	29,6%	-16,9%
Programmes	72 502,7	38 291,8	81 198,1	0,0	11 456,7	11 456,7	15,8%	-70,1%



L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin juin 2017, s'est soldée par un déficit (base engagement) de 293,9 milliards de FCFA, contre un déficit de 63,6 milliards de FCFA à fin juin 2016. Au titre des recettes totales et dons, le TOFE affiche un niveau de réalisation de 1096,0 milliards de FCFA à fin septembre 2017 contre 1014,2 milliards de FCFA à fin septembre 2016, soit une progression de 8,1%, imputable uniquement à l'accroissement des recettes propres, les dons s'étant contractés de 34,7%.

Les recettes totales (recettes propres) ont connu une hausse de 13,5% (+121,5 milliards de FCFA) par rapport à fin septembre 2016. Cette hausse est portée aussi bien par les recettes fiscales que par les recettes non fiscales.

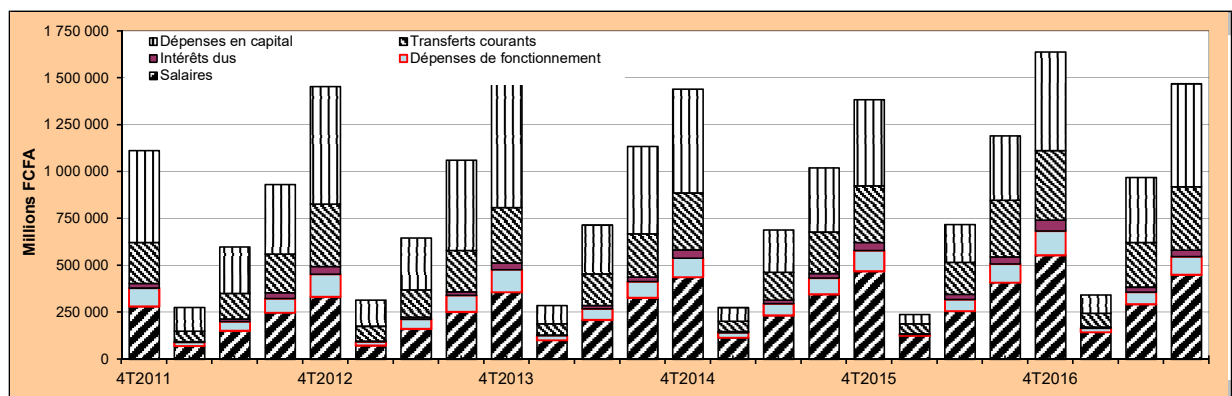
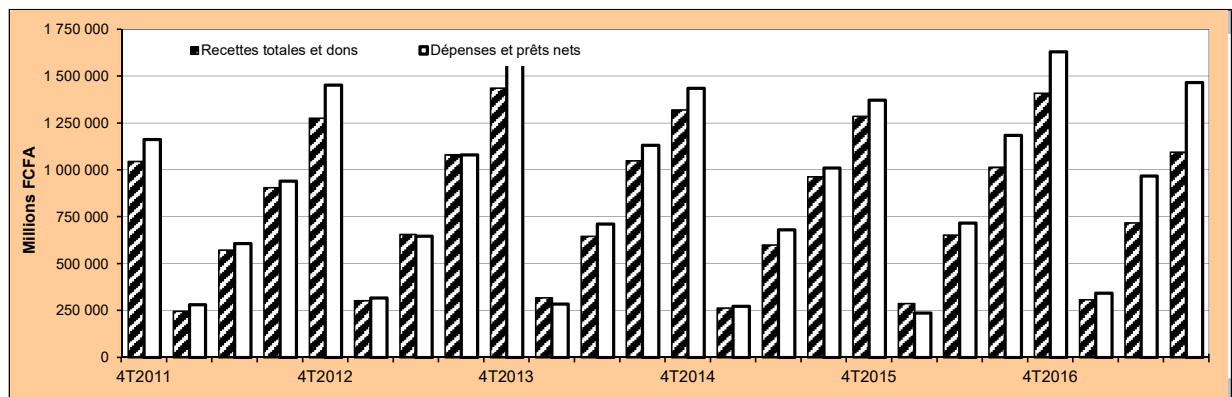
En effet, les recettes fiscales se sont établies à 906,5 milliards de FCFA à fin septembre 2017, en hausse de 114,7 milliards de FCFA par rapport à fin septembre 2016. Cette évolution s'explique essentiellement par la hausse constatée au niveau des « taxes sur biens et services » (+70,4 milliards de FCFA), des « impôts sur revenus et bénéfices » (+27,8 milliards de FCFA) et des « impôts sur commerce et transactions internationales » (+14,9 milliards de FCFA). Concernant les recettes non fiscales, elles ont enregistré une progression de 6,4% (+6,9 milliards de FCFA) en lien avec la hausse des Autres recettes non fiscales de 2,8 milliards de FCFA, des produits financiers de 2,3 milliards de FCFA et des ventes non industrielles de 2,3 milliards de FCFA.

Quant aux dons, ils ont été mobilisés à hauteur de 74,8 milliards de FCFA à fin septembre 2017, en contraction de 39,7 milliards de FCFA par rapport à fin septembre 2016. Cette régression est due aussi bien à la baisse des dons programmes de 26,8 milliards de FCFA qu'à celle des dons projets de 12,9 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prédvision budgétaire (2016)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2016	2016	2017	2017	2017		
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Dépenses et prêts nets	1 796 632,1	1 184 353,2	1 629 838,0	343 168,5	968 071,2	1 466 891,8	81,6%	23,9%
Dépenses	1 799 564	1 191 979,4	1 638 501,3	343 327,3	969 337,8	1 468 166,5	81,6%	23,2%
Dépenses courantes	1 070 590	847 636,3	1 112 301,1	244 798,4	623 077,7	920 318,3	86,0%	8,6%
Salaires	519 075	408 642,3	554 474,4	144 246,4	292 520,1	450 543,8	86,8%	10,3%
Dépenses de fonctionnement	140 308	100 175,1	128 515,7	22 177,5	64 774,2	96 474,0	68,8%	-3,7%
Intérêts dus	49 512	37 307,8	59 793,4	4 441,5	27 122,1	34 480,9	69,6%	-7,6%
Transferts courants	361 696	301 511,2	369 517,6	73 933,0	238 661,3	338 819,6	93,7%	12,4%
Dépenses en capital	728 973	344 343,1	526 200,2	98 528,9	346 260,1	547 848,2	75,2%	59,1%
financées sur ressources propres	366 395	195 126,3	338 390,0	56 254,0	263 269,2	422 364,7	115,3%	116,5%
Prêts nets	-2 932	-7 626,2	-8 663,3	-158,7	-1 266,6	-1 274,7	43,5%	-83,3%



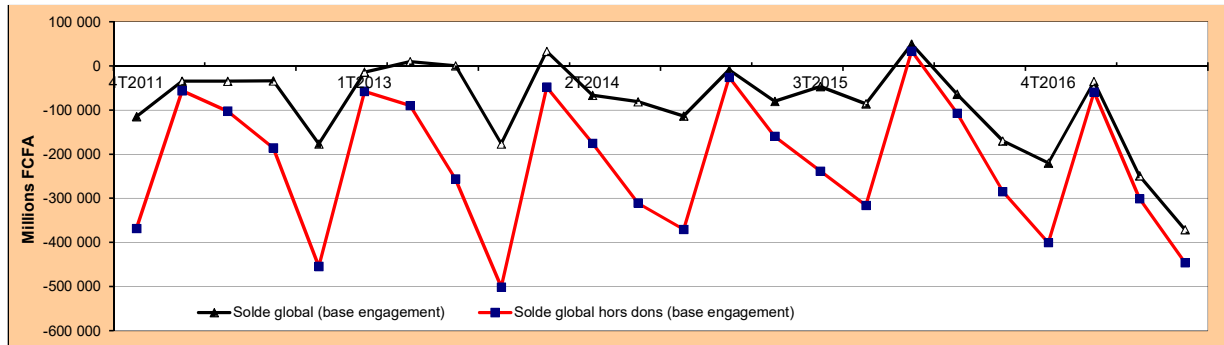
Au titre des dépenses totales et prêts nets, le TOFE enregistre un niveau d'exécution cumulé de 1 466,9 milliards de FCFA à fin septembre 2017 contre 1184,4 milliards de FCFA à la même période en 2016, soit une hausse de 282,5 milliards de FCFA. Cette hausse résulte à la fois d'une progression des dépenses courantes de 72,7 milliards de FCFA et des dépenses en capital de 203,5 milliards de FCFA; les prêts nets ayant connu une baisse de 6,4 milliards de FCFA.

L'accroissement des dépenses courantes est imputable essentiellement à une augmentation des dépenses de personnel (+41,9 milliards de FCFA) et des dépenses de transferts courants (+37,3 milliards de FCFA). La hausse des dépenses de personnel s'explique essentiellement par la régularisation massive des avances dans le cadre de l'opérationnalisation de la loi 081, la mise en œuvre des versements dans le nouveau classement indiciaire adopté en application de ladite loi, les nouveaux recrutements de personnels et la prise en charge des statuts autonomes des personnels du ministère en charge de la justice. L'augmentation des dépenses de transferts courants s'explique, entre autres, par la poursuite de la gratuité des soins (obstétricaux et des enfants de moins de 5 ans) et les subventions d'hydrocarbures. Concernant les dépenses en capital, à fin septembre 2017, elles ont augmenté de 203,5 milliards de FCFA (+59,1%) par rapport à la même période en 2016 en ressortant à 547,8 milliards de FCFA. Cette hausse s'explique uniquement par l'accroissement des dépenses exécutées sur ressources propres de 227,2 milliards de FCFA, celles exécutées sur ressources extérieures s'étant contractées de 28,8 milliards de FCFA. La dynamique des dépenses d'investissement sur ressources propres traduit la volonté du Gouvernement de mettre en œuvre les projets porteurs de croissance et à même de permettre une transformation structurelle de l'économie en lien avec la matrice des réformes stratégiques et des investissements structurants du PNDES.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prédvision budgétaire (2016)	3. Trim. 2016	4. Trim. 2016	1. Trim. 2017	2. Trim. 2017	3. Trim. 2017	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Solde global (base engagement)	-226 456,3	-170 051,3	-219 956,3	-34 774,1	-248 842,4	-370 865,3	163,8%	118,1%
Solde global hors dons (base engagement)	-512 730,6	-284 580,4	-400 146,7	-58 762,9	-300 671,2	-445 689,6	86,9%	56,6%
Solde primaire	-463 218,4	-247 272,6	-340 353,3	-54 321,4	-273 549,1	-411 208,7	88,8%	66,3%
Solde de base	-150 152,0	-141 414,1	-219 325,0	-16 488,1	-228 494,8	-331 320,6	220,7%	134,3%
Solde global (base caisse)	-226 456,3	-120 572,3	-134 350,8	-96 411,6	-129 089,9	-287 517,3	127,0%	138,5%
Solde global hors dons (base caisse)	-512 730,6	-235 101,4	-314 541,1	-120 400,4	-180 918,8	-362 341,6	70,7%	54,1%

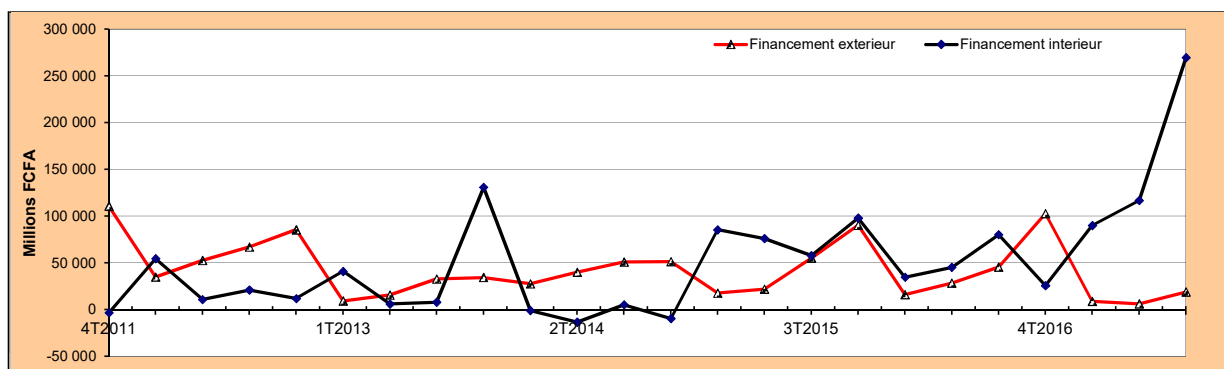


L'exécution des opérations financières de l'Etat est ressortie déficitaire à fin septembre 2017. Le déficit global (base engagement) s'est établi à 370,9 milliards de FCFA à fin septembre 2017 contre un déficit de 170,2 milliards de FCFA à fin juin 2016.

Quant au déficit global base caisse, il s'est situé à 287,5 milliards de FCFA à fin septembre 2017 contre un déficit de 120,7 milliards de FCFA au premier semestre de l'année 2017. Il a été couvert par un financement extérieur net de 19,0 milliards de FCFA et un financement intérieur net de 269,7 milliards de FCFA.

Le financement intérieur à fin septembre 2017 s'est caractérisé par l'émission de sept (07) bons du Trésor et de trois (06) obligations du Trésor de valeurs globales respectives de 196,25 milliards de FCFA et 246,25 milliards de FCFA. Les remboursements se sont situés à 163,5 milliards de FCFA pour les bons du Trésor et à 57,5 milliards de FCFA pour les obligations.

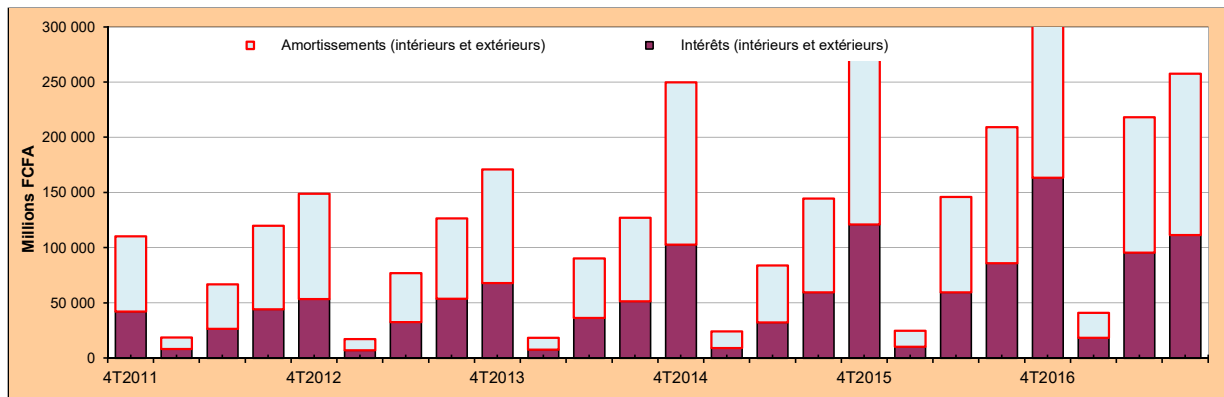
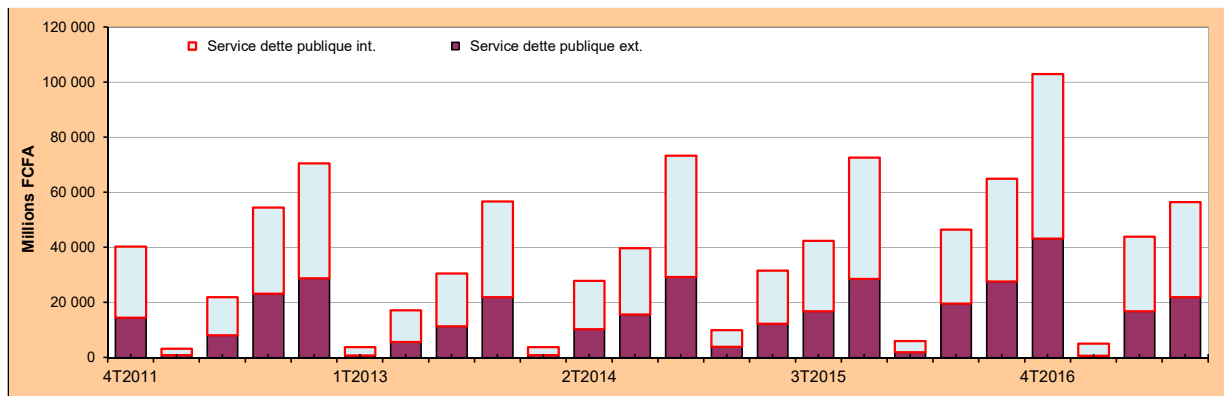
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prédvision budgétaire (2016)	3. Trim. 2016	4. Trim. 2016	1. Trim. 2017	2. Trim. 2017	3. Trim. 2017	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Financement	226 456,3	125 949,0	128 684,2	99 071,2	123 029,6	288 682,7	127,5%	129,2%
Financement extérieur	168 413,5	45 677,0	102 887,2	8 961,0	6 250,2	19 020,9	11,3%	-58,4%
Décaissements extérieurs	207 105,5	66 929,0	144 801,3	18 286,1	31 804,3	51 001,5	24,6%	-23,8%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-38 692,0	-21 252,0	-41 914,1	-9 325,1	-25 554,1	-31 980,5	82,7%	50,5%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	58 042,9	80 272,0	25 796,9	90 110,2	116 779,4	269 661,8	464,6%	235,9%
Financement bancaire	63 817,7	1 210,0	-75 291,7	88 761,2	98 072,0	234 721,9	367,8%	19298,9%
Secteur non bancaire	-5 774,8	79 062,0	101 088,6	1 349,0	18 707,3	34 939,9	-605,0%	-55,8%
Gap de financement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		



Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prédiction budgétaire (2016)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2016	2016	2017	2017	2017		
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Total service dette publique	195 161,3	123 336,4	223 188,5	22 796,6	122 658,0	146 068,6	74,8%	18,4%
Amortissements (int. et ext.)	145 649	86 028,6	163 395,1	18 355,1	95 536,0	111 587,7	76,6%	29,7%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	49 512	37 307,8	59 793,4	4 441,5	27 122,1	34 480,9	69,6%	-7,6%
Service dette publique int.	134 763,3	92 454,9	164 707,3	9 722,4	86 832,7	101 594,2	75,4%	9,9%
Amortissements	106 957	64 776,6	121 481,0	9 030,0	69 981,9	79 607,2	74,4%	22,9%
Intérêts	27 806	27 678,3	43 226,3	692,4	16 850,8	21 987,1	79,1%	-20,6%
Service dette publique ext.	60 398,0	30 881,5	58 481,1	13 074,2	35 825,4	44 474,4	73,6%	44,0%
Amortissements	38 692	21 252,0	41 914,1	9 325,1	25 554,1	31 980,5		50,5%
Intérêts	21 706	9 629,5	16 567,1	3 749,1	10 271,3	12 493,8	57,6%	29,7%
Service dette ext./recettes totales	4,7%	3,4%	4,8%	4,6%	5,4%	4,4%		0,9 points

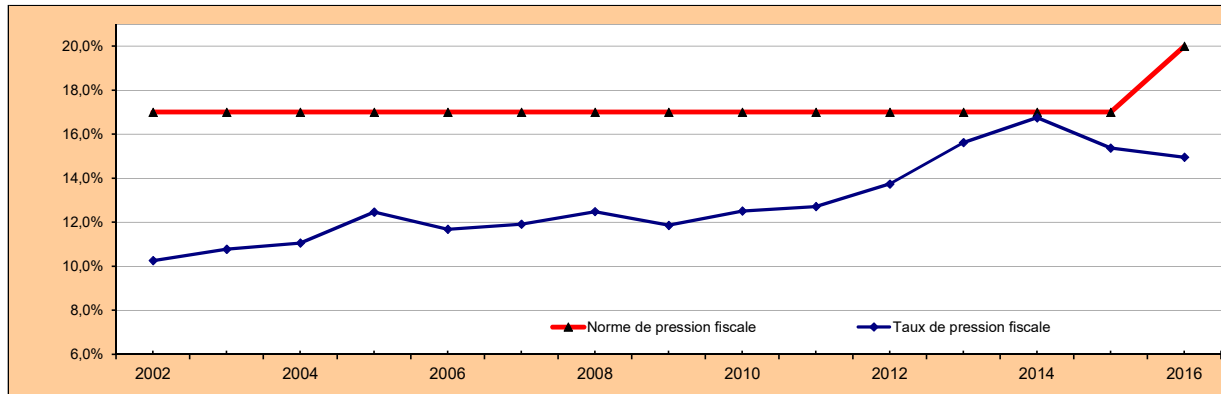


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", est évalué à 4,4% au 30 septembre 2017 contre 3,4 % à fin septembre de l'année dernière. Cela traduit une accumulation du poids de la dette extérieure sur les ressources propres de 0,9 point de pourcentage.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes		12 2012	12 2013	12 2014	12 2015	12 2016
			Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
Critères de 1er rang							
Soldes budgétaires global / PIB nominal	≥	-3%	-3,1%	-3,0%	-1,9%	-1,4%	-3,1%
Taux d'inflation	≤	3%	3,8%	0,5%	-0,3%	1,0%	-0,2%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤	70%	28,8%	29,4%	31,6%	35,5%	31,2%
Critères de 2nd rang							
Masse salariale / Recettes fiscales	≤	35%	37,3%	36,2%	46,5%	50,0%	51,6%
Taux de pression fiscale	≥	20%	15,6%	16,8%	15,4%	15,2%	15,0%



En 2016, sur la base des estimations préliminaires, le Burkina Faso a respecté deux (2) critères de premiers rang, à savoir le taux d'inflation annuel moyen et l'encours total de la dette publique rapporté au PIB nominal. Le critère clé (le solde budgétaire global, dons compris, rapporté au PIB nominal) n'est cependant pas respecté.

Quant aux deux critères de second rang, aucun n'a été respecté en 2016. Le taux de pression fiscale s'est établi à 15,0% en 2016 contre 14,2% en 2015, non conforme à la norme communautaire de 20% minimum. Le ratio masse salariale sur recettes fiscales est ressorti à 51,6% en 2016 contre 50,0% en 2015, ne respectant pas la norme communautaire de 35% maximum.

Source : MINEFID

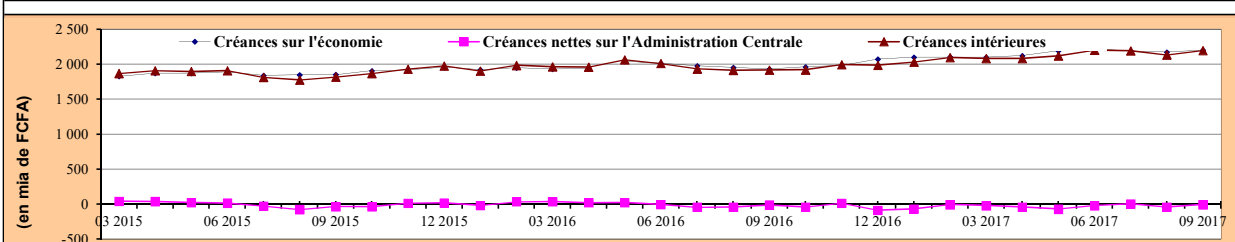
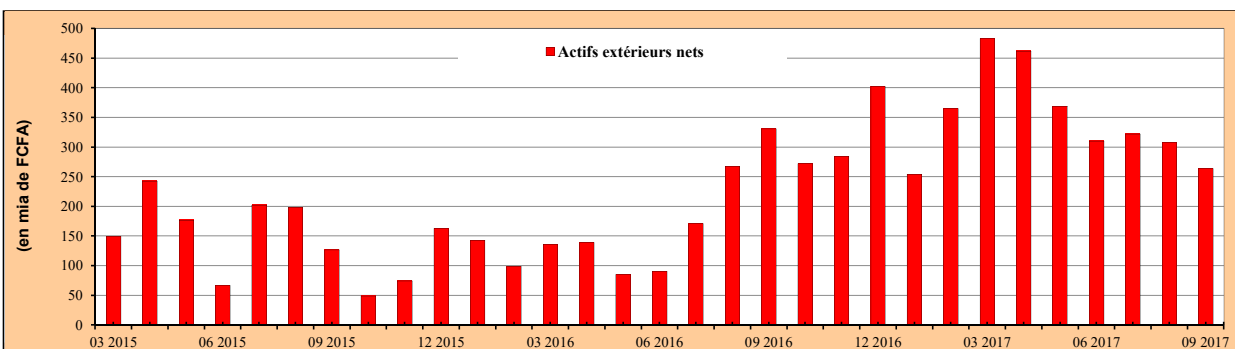
Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

La situation monétaire du Burkina Faso à fin septembre 2017 est caractérisée par les évolutions ci-après en glissement annuel:

- une augmentation de la masse monétaire (+19,1%) en liaison avec l'accroissement des créances intérieures (+14,5%), atténué par la contraction des AEN (-20,2%).
- une contraction des Actifs Extérieurs Nets AEN (-20,2%) en liaison avec la dégradation des AEN de la BCEAO de 33,5%, atténuée par la hausse des AEN des banques (15,8%).
- une hausse des créances intérieures (+14,5%) résultant de la détérioration de la situation nette de l'État vis-à-vis du système bancaire (les engagements nets vis-à-vis de l'État se sont réduits de 49,6%) et d'un accroissement des créances sur les autres secteurs (+14,1%), notamment auprès des banques (+14,1%) ;

AGREGATS MONETAIRES En mia de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	3. Trim. 2016	4. Trim. 2016	1. Trim. 2017	2. Trim. 2017	3. Trim. 2017	Variation				
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1	
	Est.									
Circulation fiduciaire	252,2	280,6	282,9	332,2	364,3	32,1	9,6%	112,1	44,4%	
Dépôts transférables	1 187,0	1 337,5	1 398,7	1 461,6	1 413,3	-48,3	-3,3%	226,3	19,1%	
BCEAO	0,4	0,6	0,4	0,5	1,7	1,2	267,3%	1,3	353,0%	
Banques	196,3	534,2	196,3	532,6	321,0	-211,6	-39,7%	124,7	63,5%	
CCP et CNE	171,8	178,9	189,5	191,9	193,6	1,7	0,9%	21,8	12,7%	
M1	1 439,2	1 618,1	1 681,5	1 793,8	6,5	-1 787,3	-99,6%	-1 432,7	-99,5%	
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 154,4	1 172,9	1 262,4	1 284,5	1 312,5	28,0	2,2%	158,1	13,7%	
BCEAO	0,4	0,6	0,4	0,5	1,7	1,2	267,3%	1,3	353,0%	
AID	1 154,2	1 172,6	1 262,1	1 284,2	1 312,2	28,0	2,2%	158,0	13,7%	
Masse monétaire (M2)	2 593,6	2 790,9	2 944,0	3 078,3	3 090,1	11,8	0,4%	496,5	19,1%	
Actifs extérieurs nets	330,7	402,1	482,8	310,4	264,0	-46,4	-15,0%	-66,7	-20,2%	
BCEAO	0,4	0,6	0,4	0,5	1,7	1,2	267,3%	1,3	353,0%	
Banques	1 014,9	1 158,0	1 208,7	1 269,2	1 218,0	-51,2	-4,0%	203,1	20,0%	
Créances intérieures	1 917,3	1 986,0	2 081,4	2 200,7	2 195,7	-4,9	-0,2%	278,4	14,5%	
Créances nettes sur l'Admin	-12,5	-88,5	-19,8	-19,9	-6,3	13,7	-68,5%	6,2	-49,6%	
BCEAO	0,4	0,6	0,4	0,5	1,7	1,2	267,3%	1,3	353,0%	
Banques	1 014,9	1 158,0	1 208,7	1 269,2	1 218,0	-51,2	-4,0%	203,1	20,0%	
Créances sur l'économie	1 929,8	2 074,5	2 101,2	2 220,6	2 202,0	-18,6	-0,8%	272,2	14,1%	



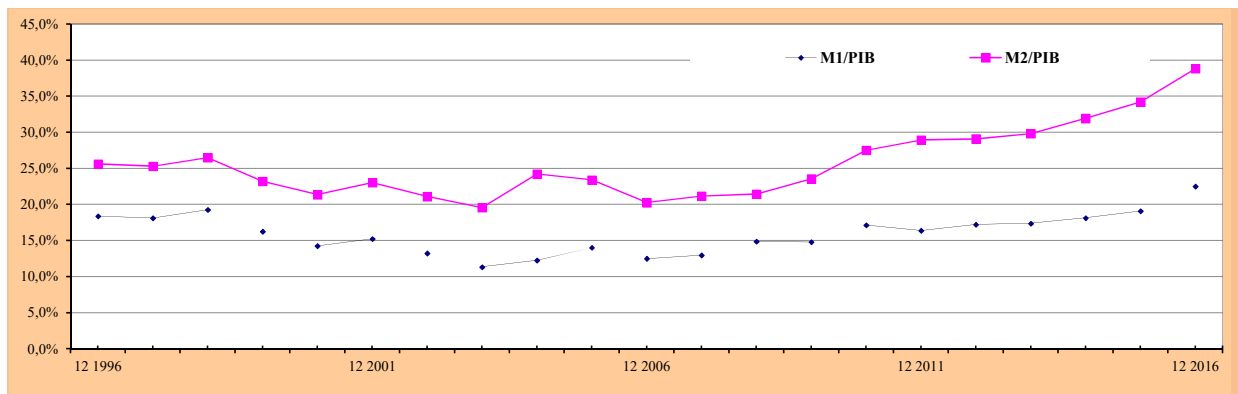
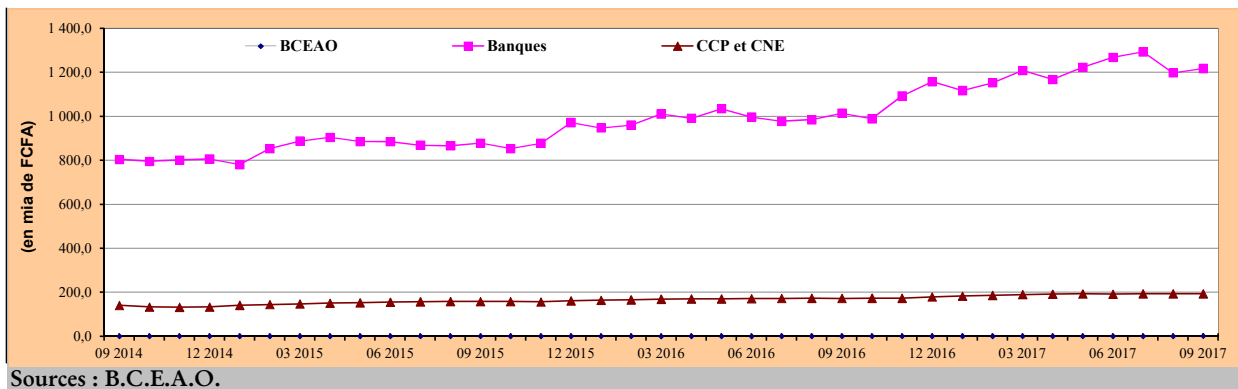
Sources : B.C.E.A.O.

La Masse monétaire (M2)

- ✓ **en variation trimestrielle**, une hausse de la masse monétaire (+0,4%) malgré la baisse de ces deux principales contreparties. En effet, les Actifs Extérieurs Nets (AEN) et les créances intérieures sont en baisse de 15,0% et 0,2% respectivement. L'accroissement de la masse monétaire est en lien avec l'évolution des autres postes nets (-8,3%) et la progression des passifs à caractère non monétaire (+5,1%) ;
- ✓ **en glissement annuel**, une augmentation de la masse monétaire (+19,1%) en liaison avec l'accroissement des créances intérieures (+14,5%), atténuée par la contraction des AEN(-20,2%).

Les Actifs Extérieurs Nets (AEN)

- ✓ **en variation trimestrielle**, une baisse des AEN (-15,0%) consécutive à une baisse des AEN des banques (-8,0%) atténuée par l'amélioration des AEN de la BCEAO (+5,8%). L'amélioration des avoirs extérieurs nets de la BCEAO est imputable à une baisse de ses engagements vis-à-vis des non résidents (-2,3%), notamment les dépôts au profit des non-résidents (-8,6%), renforcée par la hausse de ses créances sur les non résidents (+5,0%).
- ✓ **en glissement annuel**, une contraction des Actifs Extérieurs Nets AEN (-20,2%) en liaison avec la dégradation des AEN de la BCEAO de 33,5%, atténuée par la hausse des AEN des banques (15,8%). L'accroissement des engagements extérieurs nets de la BCEAO est imputable à une hausse de ses engagements vis-à-vis des non-résidents (+57,4%), notamment les dépôts au profit des non-résidents (+69,1%), atténuée par la hausse de ses créances sur les non résidents (+26,3%).



Les Créances Intérieures (CI)

Les créances intérieures sont ressorties à 2.195,7 milliards à fin septembre 2017, enregistrant les évolutions suivantes :

- ✓ **en variation trimestrielle**, une baisse des créances intérieures (-0,2%) résultant de la baisse des créances sur les autres secteurs (-0,8%), notamment le privé (-0,9%), atténuée par la hausse des Créances nettes sur l'Administration Centrale CAC (+68,5%);
- ✓ **en glissement annuel**, une hausse des créances intérieures (+14,5%) résultant de la détérioration de la situation nette de l'État vis-à-vis du système bancaire (les engagements nets vis-à-vis de l'État se sont réduits de 49,6%) et d'un accroissement des créances sur les autres secteurs (+14,1%), notamment auprès des banques (+14,1%) ;

En ce qui concerne les Créances nettes sur l'Administration Centrale (CAC), elles ont enregistré :

- ✓ **en variation trimestrielle**, une hausse (+68,5%) résultant de l'accroissement des créances auprès des banques commerciales (+21,2%), atténuée par une baisse des Créances nettes auprès de la Banque Centrale (-5,3%).
- ✓ **en glissement annuel**, une hausse (+49,6%) résultant de la progression des créances auprès des banques commerciales(+53,2%) atténuée par une baisse des Créances nettes auprès de la Banque Centrale (-38,3%). La hausse des créances nettes des banques commerciales sur l'Administration Centrale s'explique par une hausse plus importante de leurs créances brutes (+31,3%) sous forme notamment de titres publics (+30,9%) par rapport à celle de leurs engagements (+25,1%) constitués de dépôts.

Pour ce qui est de la détérioration des créances nettes de la BCEAO sur l'Administration Centrale en variation annuelle, elle s'explique par une hausse de ses engagements (+11,1%), notamment sous forme de dépôts (+9,9%), accentuée par le repli de ses créances brutes (-5,9%) dont un repli de 2,5% au titre des crédits du FMI et de 31,0% en amortissement des allocations DTS.

En ce qui concerne les Créances sur l'économie, en s'établissant à 2.202,0 milliards à fin septembre 2017, elles ont enregistré les évolutions ci-dessous :

- ✓ **en variation trimestrielle**, une baisse des créances nettes sur les autres secteurs (-0,8%) imputable notamment aux crédits bancaires au profit du secteur privé (-0,4%) et des sociétés non-financières publiques (-10,8%).
- ✓ **en glissement annuel**, une hausse des créances nettes sur les autres secteurs (+14,1%) imputable à la hausse des crédits bancaires et des actions et autres titres de participation(+25,9%), les titres autres qu'actions étant en baisse (-94,4%).

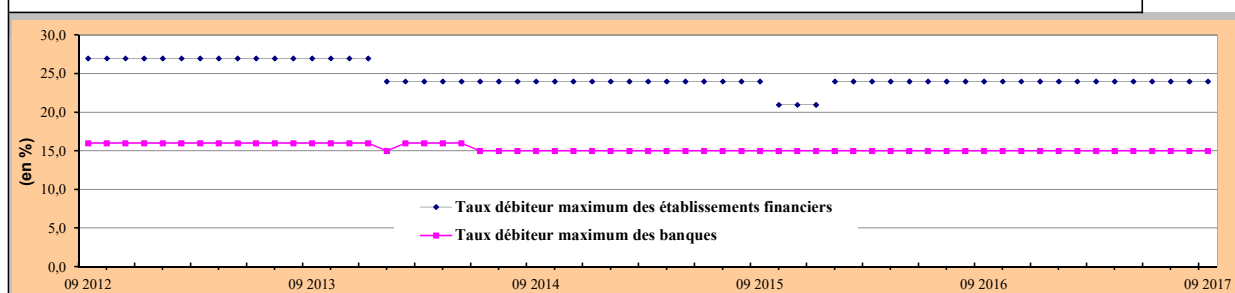
La hausse des crédits bancaires en glissement annuel est tirée par ceux accordés au secteur privé (+15,2%) dont (+12,3%) aux sociétés non financières privées et (+20,8%) aux ménages et ISBLSM. Parallèlement, les crédits octroyés aux sociétés non financières publiques ont enregistré une hausse de 8,5%.

AGREGATS MONETAIRES	déc.12	déc.13	déc.14	déc.15	déc.16
				Est.	Est.
M1/PIB	17,4%	18,1%	19,1%	23,3%	22,5%
M2/PIB	29,8%	31,9%	34,2%	40,6%	38,8%

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	3. Trim. 2016	4. Trim. 2016	1. Trim. 2017	2. Trim. 2017	3. Trim. 2017	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des banques	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%



Sources : B.C.E.A.O.

Le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) de la BCEAO a été revu à la hausse de 100 points de base au cours du quatrième trimestre 2016, sur décision prise le 06 décembre 2016 par le Comité de Politique Monétaire (CPM). Ainsi, à compter du 16 décembre 2016, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal sont fixés respectivement à 2,50% et 4,50% contre des taux respectifs antérieurs de 2,50% et 3,50%.

Les taux de base bancaires ont évolué dans la fourchette de 8,00% à 11,00% au deuxième trimestre de 2017. En ce qui concerne les établissements financiers, les taux de base ont évolué entre 10,00% et 15,00% au cours du premier trimestre de 2017.

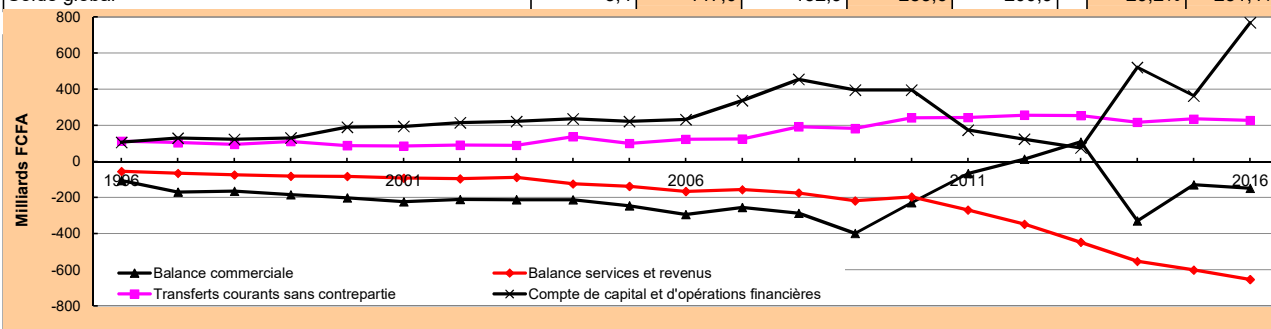
Par Décision n°CM/UMOA/011/06/2013 du 28 juin 2013, le taux d'usure a été fixé à 15,0% l'an pour les banques et 24,0% l'an pour les établissements financiers à caractère bancaire, les systèmes financiers décentralisés (SFD) et les autres agents économiques.

Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Les comptes extérieurs du Burkina Faso ont été marqués en 2015 par une faible croissance tant des exportations que des importations. Cette évolution s'expliquerait par une timide progression de l'activité économique intérieure, dans un contexte de bonne orientation des cours mondiaux de l'or marchandise et de baisse de ceux du pétrole brut ainsi que du coton fibre. Dans l'ensemble, les transactions avec le reste du monde se sont caractérisées par une aggravation du déficit courant, une diminution du solde du compte de capital et une augmentation du compte financier.

Balance des paiements (En mia de Francs CFA)	déc 2012	déc 2013	déc 2014	déc 2015	déc 2016	Var. 2016	
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Var./2015	Var./2016
Exportations de biens FOB	1 464,3	1 315,3	1 362,3	1 397,7	1 498,7	7,2%	10,0%
Importations de biens FOB	1 355,8	1 644,2	1 490,9	1 540,4	1 646,4	6,9%	10,4%
Balance commerciale	108,5	-328,8	-128,6	-142,7	-147,6	3,4%	14,8%
Services	-407,6	-459,4	-423,2	-458,7	-476,2	3,8%	12,5%
Revenus	-39,1	-93,3	-177,5	-199,5	-176,7	-11,4%	-0,5%
Balance des services et revenus	-446,6	-552,7	-600,7	-658,2	-652,8	-0,8%	8,7%
Transferts courants sans contrepartie	255,3	216,9	236,1	271,6	228,5	-15,9%	-3,2%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-82,9	-664,6	-493,2	-529,4	-572,0	8,0%	16,0%
Transferts en capital	137,8	238,4	200,2	153,8	150,1	-2,4%	-25,0%
Opérations financières	-61,7	282,9	163,5	654,9	618,8	-5,5%	278,5%
Comptes de capital et d'opérations financières	76,1	521,3	363,7	808,6	769,0	-4,9%	111,4%
Erreurs et omissions	3,4	-3,8	-3,4	4,3	3,9	-9,8%	-215,4%
Solde global	-3,4	-147,0	-132,9	283,6	200,9	-29,2%	-251,1%



La balance commerciale a dégagé un solde déficitaire de 142,7 milliards de FCFA en 2015 contre un déficit de 128,6 milliards de FCFA en 2014, soit une détérioration de 14,1 milliards de FCFA (-11,0%), en raison d'un accroissement des importations (+49,5 milliards de FCFA) plus important que celui des exportations (+35,4 milliards de FCFA). En effet, les exportations ont atteint 1.397,7 milliards de FCFA en 2015, en hausse de 2,6% sur un an, imputable principalement à la progression des exportations d'or non monétaire (+75,8 milliards de FCFA). En effet, les ventes d'or à l'étranger sont passées de 800,0 milliards de FCFA en 2014 à 875,8 milliards de FCFA en 2015, à la faveur d'une progression des quantités et d'une bonne orientation des cours. Les importations ont progressé de 49,5 milliards de FCFA, en raison du contexte de la Transition politique marquée par un attentisme des opérateurs économiques à effets négatifs sur le rythme de l'activité économique intérieure. Elles sont passées de 1.490,9 milliards de FCFA en 2014 à 1.540,4 milliards de FCFA en 2015. Cet accroissement de 3,3% est dû principalement aux biens d'équipement (+107,6 milliards de FCFA), biens intermédiaires (+65,5 milliards de FCFA) et aux produits alimentaires (+14,9 milliards de FCFA), la valeur des produits pétroliers importés s'étant inscrite en repli de 152,4 milliards de FCFA, en liaison avec la baisse des cours internationaux du pétrole.

Pour la balance des services, elle a dégagé un solde de -458,7 milliards de FCFA en 2015 contre -423,2 milliards de FCFA en 2014, soit une détérioration de 8,4%, en liaison principalement avec la hausse des paiements au profit des non-résidents au titre des autres services, notamment financiers et d'assurance.

La balance des revenus primaires est ressortie à -199,5 milliards de FCFA en 2015 contre -177,5 milliards de FCFA en 2014, soit une détérioration de 12,4%, due à une accentuation du solde déficitaire des revenus des investissements. Le solde des revenus secondaires s'est établi à 271,6 milliards de FCFA en 2015, en accroissement de 35,5 milliards de FCFA (+15,0%) sur un an, reflétant la hausse des transferts publics, notamment les appuis budgétaires reçus par l'Etat (+31,6 milliards de FCFA) et des transferts privés (+3,9 milliards de FCFA).

Au total, les transactions courantes avec le reste du monde se sont traduites par une détérioration du solde du compte courant qui est passé de -8,0% du PIB en 2014 à -8,1% en 2015. Hors dons officiels, les transactions courantes se sont soldées par un déficit de 13,2% en part du PIB en 2015 contre 12,4% en 2014. Le solde du compte de capital s'est situé à +153,8 milliards de FCFA en 2015, en diminution de 23,2% par rapport à son niveau de 200,2 milliards de FCFA en 2014. Cette évolution résulte d'un repli des transferts en capital de l'Administration Publique (-52,3 milliards de FCFA, soit -33,2%) et de la hausse de ceux du secteur privé (+5,8 milliards de FCFA, soit +13,5%). Le flux net des acquisitions nettes d'actifs financiers et d'accroissements nets de passifs s'est caractérisé par des entrées nettes de 654,9 milliards de FCFA en 2015 contre des entrées nettes de 163,5 milliards de FCFA en 2014, soit un afflux de 491,4 milliards de FCFA sur un an. Les flux d'investissements directs se sont traduits en 2015 respectivement par une entrée nette de capitaux de 128,8 milliards de FCFA, correspondant à une diminution de 12,9 milliards de FCFA. Les investissements de portefeuille se sont quant à eux traduits par une entrée nette de capitaux de 3,0 milliards de FCFA contre une sortie nette de 86,2 milliards en 2014, soit un accroissement de 89,2 milliards de FCFA d'une année à l'autre. L'ensemble des transactions avec le reste du monde s'est traduit par un solde global excédentaire de 283,6 milliards de FCFA en 2015 contre un déficit de 132,9 milliards de FCFA en 2014, soit une amélioration de 416,5 milliards de FCFA sur un an.

Sur la bases des estimations, les échanges extérieurs ont été marqués en 2016 par la bonne tenue des prix des principales matières premières exportées, en liaison avec le niveau élevé du dollar américain comparativement à l'euro, monnaie d'ancrage de la zone UEMOA. Les importations seraient marqués par une faible croissance tout comme en 2015, en phase avec la faiblesse des cours mondiaux du pétrole brut et dans une moindre mesure, la timide reprise des activités économiques domestiques. Les transactions avec le reste du monde se traduiraient par un excédent du solde global de la balance des paiements, en relation avec le ralentissement des entrées nettes de capitaux financiers.

Sources : B.C.E.A.O.

COMMERCE EXTERIEUR

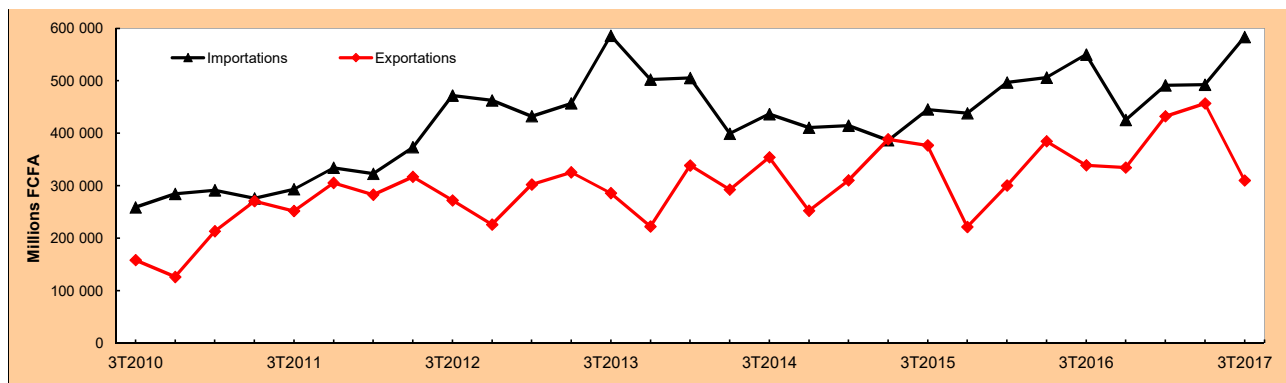
IMPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2016	2016	2017	2017	2017	trimestriel	annuel
TOTAL	425 436,5	491 411,5	492 462,5	550 208,1	583 729,9	6,1%	37,2%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	4 353,3	4 716,7	4 603,8	4 657,3	4 938,5	6,0%	13,4%
Produits du règne végétal	26 501,9	34 142,7	26 241,6	28 181,1	36 845,4	30,7%	39,0%
Graisses et huiles animales ou végétales	7 224,2	7 568,5	5 111,4	4 357,5	3 594,2	-17,5%	-50,2%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	23 220,0	31 988,2	25 603,0	32 923,6	24 995,7	-24,1%	7,6%
Produits minéraux	108 033,0	126 047,6	125 297,0	151 998,2	155 723,4	2,5%	44,1%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	53 509,0	60 973,7	73 353,5	69 448,9	60 358,8	-13,1%	12,8%
Mat. plasti. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	17 116,0	18 806,7	16 611,5	17 176,6	18 466,4	7,5%	7,9%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	519,1	447,5	188,0	145,0	279,4	92,7%	-46,2%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 190,3	932,8	925,3	1 605,5	840,1	-47,7%	-29,4%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	8 357,4	6 469,9	5 029,6	6 244,8	9 277,6	48,6%	11,0%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	11 581,4	11 959,5	9 296,2	9 365,8	8 578,2	-8,4%	-25,9%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	3 122,1	2 071,4	1 347,4	1 513,6	1 459,8	-3,6%	-53,2%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	3 744,5	3 994,1	4 406,2	3 397,8	3 978,3	17,1%	6,2%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	143,5	145,5	68,9	103,3	73,7	-28,6%	-48,6%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	32 554,1	37 326,7	41 538,8	35 638,8	34 620,7	-2,9%	6,3%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	75 959,2	83 969,2	95 452,5	121 239,0	152 168,4	25,5%	100,3%
Matériel de transport	36 056,4	47 798,7	46 701,4	51 145,6	56 268,7	10,0%	56,1%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	5 619,8	5 612,0	5 082,7	5 756,1	5 391,8	-6,3%	-4,1%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	133,3	258,5	311,6	1 622,2	196,0	-87,9%	47,0%

En glissement trimestriel, les importations ont enregistré une hausse de 33,5 milliards de FCFA au troisième trimestre 2017, portant le niveau des importations de 550,2 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2017 à 583,7 milliards de FCFA au trimestre sous revu. La hausse des importations des « machines et appareils, matériels électriques et leurs parties » de 30,9 milliards de FCFA et des « produits du règne végétal » de 8,7 milliards de FCFA a largement compensé la baisse observée dans la plupart des produits importés.

Comparativement au même trimestre de 2016, les importations ont enregistré une forte hausse de plus de cent milliards de FCFA (158,2). Cette progression est imputable principalement à la hausse des importations de « machines et appareils, matériels électriques et leurs parties » de 76,2 milliards de FCFA et de la facture pétrolière de 46,7 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2016	2016	2017	2017	2017	trimestriel	annuel
TOTAL	334 546,0	432 532,0	456 903,9	446 311,4	310 084,9	-30,5%	-7,3%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	816,0	352,9	428,4	344,7	238,9	-30,7%	-70,7%
Produits du règne végétal	27 250,4	24 387,1	69 844,3	80 460,3	22 853,2	-71,6%	-16,1%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	12 077,4	19 553,1	28 018,8	14 256,5	10 105,7	-29,1%	-16,3%
Graisses et huiles animales ou végétales	1 952,2	2 615,9	2 804,5	2 826,7	3 201,8	13,3%	64,0%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	1 115,5	1 666,6	2 621,6	1 820,4	2 184,8	20,0%	95,9%
Produits minéraux	407,0	252,6	141,6	206,8	245,5	18,7%	-39,7%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	11 143,7	644,8	809,5	954,4	951,1	-0,4%	-91,5%
Mat. plasti. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	148,4	1 839,8	564,4	320,8	316,7	-1,3%	113,3%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	330,7	0,5	2,1	0,1	0,3	500,0%	-99,9%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	5,3	0,2	2,8	36,6	12,0	-67,3%	124,6%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	6,8	2,5	12,3	10,5	45,7	337,1%	568,0%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	1 022,6	95 092,6	71 953,2	62 038,5	6 093,4	-90,2%	495,9%
dont coton fibre	358,7	94 194,5	62 313,0	51 986,5	5 148,2	-90,1%	1335,3%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	15,3	2,7	6,2	9,6	5,8	-39,3%	-61,7%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	5,1	47,1	38,0	74,1	81,3	9,7%	1489,1%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	265 847,3	271 581,9	275 959,5	274 492,4	239 161,1	-12,9%	-10,0%
dont or	265 278,8	271 045,2	275 419,3	274 041,4	238 825,9	-12,9%	-10,0%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	18 323,0	22 148,1	22 118,4	18 143,4	25 079,5	38,2%	36,9%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	3 307,4	7 333,5	3 859,5	2 065,0	4 467,4	116,3%	35,1%
Matériel de transport	2 162,1	4 313,5	5 393,8	1 988,2	3 342,8	68,1%	54,6%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	82,3	71,4	135,9	204,5	777,2	280,0%	844,5%
Marchandises et produits divers	543,5	120,4	129,2	246,8	871,1	252,9%	60,3%

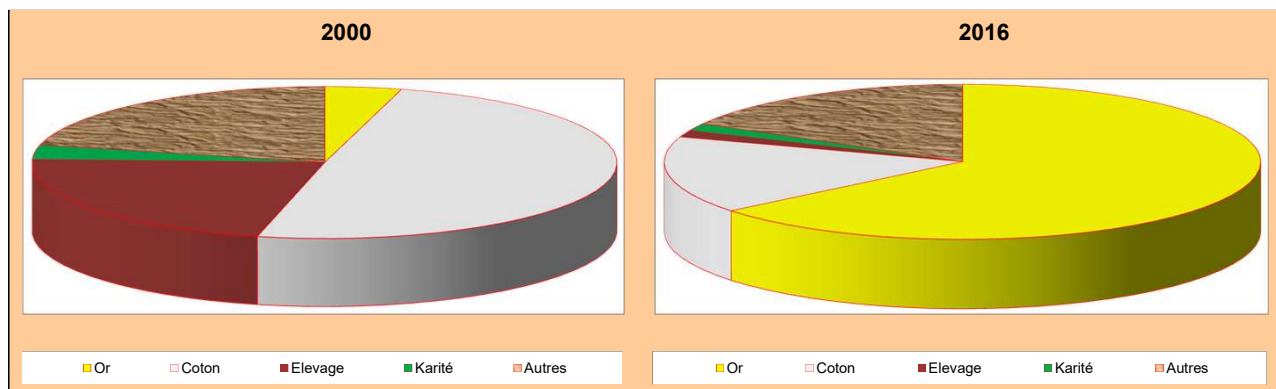


Au troisième trimestre 2017, les exportations enregistrent une importante baisse de 30,5% comparativement au trimestre précédent, ramenant le niveau des exportations de 446,3 milliards FCFA au deuxième trimestre 2017 à 310,1 milliards FCFA. Cette baisse est imputable principalement à la baisse des principaux produits d'exportations que sont le coton, l'or et les « produits du règne végétal ». En effet, on a observé une baisse de 71,6% soit 57,6 milliards de FCFA pour les « produits du règne végétal », de 90,1% soit 46,8 milliards pour le coton fibre, et de 10,0% soit 35,2 milliards pour l'or non monétaire.

En glissement annuel, la même tendance est observée dans des proportions moindres avec une hausse de 7,3%, soit 24,5 milliards de FCFA par rapport au même trimestre de 2016. Cette évolution est imputable principalement à la baisse des exportations de l'or non monétaire et des « produits des industries chimiques ». En effet, les exportations d'or non monétaire ont diminué de 26,4 milliards de FCFA et celles des « produits des industries chimiques » de 10,2 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS	2000	2013	2014	2015	2016
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.
Part de l'or dans total	4,2%	62,7%	58,7%	62,7%	64,1%
Part du coton dans total	49,5%	16,4%	17,4%	18,3%	16,1%
Part des produits de l'élevage dans total	21,9%	3,3%	2,9%	1,7%	1,4%
Part du karité dans total	3,1%	1,6%	1,8%	1,3%	1,6%
Part des autres produits dans total	21,3%	16,0%	19,3%	16,0%	16,8%

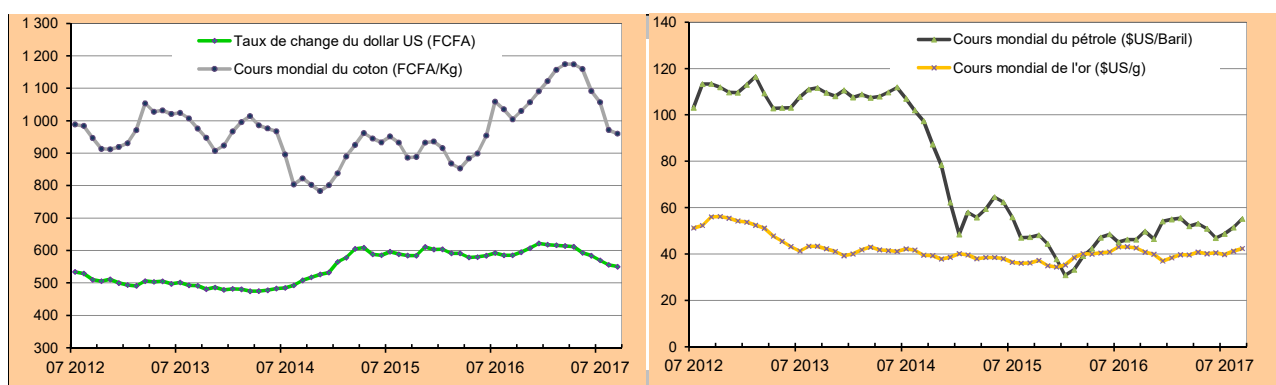


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (53,5%) et celles de produits de l'élevage (18,8%) en 1999, il ressort une prédominance de l'or avec 64,1% de la part des exportations en 2016. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 36,2 tonnes en 2016.

Source : MINEFID / INSD

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL	3. Trim. 2016	4. Trim. 2016	1. Trim. 2017	2. Trim. 2017	3. Trim. 2017	Glissement	
Moyenne trimestrielle						trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	587,6	608,2	616,1	596,4	558,6	-6,3%	-4,9%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	45,8	50,1	54,1	50,3	51,8	3,0%	13,0%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 757,7	1 741,2	1 868,6	1 913,9	1 782,4	-6,9%	1,4%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	42,9	39,2	39,2	40,5	41,1	1,6%	-4,2%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	26,9	30,5	33,3	30,0	28,9	-3,7%	7,4%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	1 032,8	1 059,1	1 151,1	1 141,5	996,1	-12,7%	-3,6%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	25,2	23,8	24,1	24,1	23,0	-4,9%	-9,0%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,038	0,035	0,035	0,038	0,035	-9,4%	-10,0%



- Taux de change du dollar :

Sur le marché des changes, le dollar américain poursuit sa dépréciation entamée depuis le début de l'année 2017 vis-à-vis du FCFA et a perdu 6,3% de sa valeur en rythme trimestriel au troisième trimestre de l'année 2017. En moyenne, le dollar s'est échangé à 558,6 FCFA au troisième trimestre 2017 contre 596,4 FCFA un trimestre plus tôt. En glissement annuel, cette tendance baissière ramène le cours du dollar par rapport au franc CFA à un niveau plus bas que l'année précédente. Il est en baisse de 4,9% ce trimestre comparativement au même trimestre de 2016. Le dynamisme de l'activité économique et le regain de confiance des investisseurs aux Etats-Unis sont les principales raisons de ce cours toujours soutenu face au Franc CFA.

- Prix des produits exportés :

Le cours du coton connaît une baisse trimestrielle après sa tendance haussière entamée depuis le deuxième trimestre 2016. Il est en baisse de 6,9% au troisième trimestre 2017 en s'établissant à 1 782,4 dollars la tonne contre 1 913,9 dollars au trimestre précédent. En glissement annuel, il a progressé de 1,4% grâce à sa précédente tendance haussière soutenue. Converti en franc CFA, la fibre de coton valait 996,1 FCFA le kilogramme, contre 1 141,5 FCFA au deuxième trimestre 2017, soit un repli de 12,7%. Le niveau élevé du cours du coton est en lien avec le repli des stocks mondiaux suite à des sécheresses en Inde et aux Etats-Unis, principaux exportateurs de coton.

Le cours de l'or poursuit sa hausse au troisième trimestre 2017. Après la stabilisation suite à la chute au dernier trimestre 2016, le troisième trimestre a été caractérisé par une poursuite du regain du cours du métal jaune (+1,6% en rythme trimestriel au troisième trimestre 2017). Le cours de l'or valait, en moyenne, 41,1 dollars le gramme contre 40,5 dollars au deuxième trimestre 2017. Sur la base annuelle, le cours de l'or est plus bas que le niveau du même trimestre de l'année passée malgré une hausse de 4,2% au troisième trimestre 2017. Converti en FCFA, l'or s'est échangé en moyenne à 22 954 FCFA le gramme, en recul de 4,9% en rythme trimestriel et de 9,0% en glissement annuel. Le niveau du cours de l'once d'or demeure fortement influencé par les incertitudes constatées sur les marchés financiers.

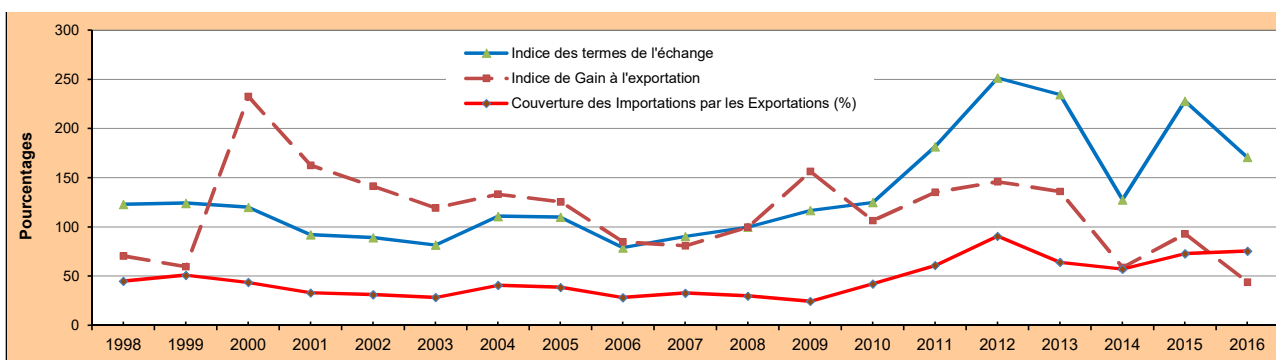
- Prix des produits importés :

Sur le marché du pétrole, le troisième trimestre 2017 a connu une reprise des cours après une baisse ponctuelle observée au trimestre précédent. Le cours du baril de Brent s'est situé en moyenne à 51,8 dollars au troisième trimestre 2017 contre 50,3 dollars le trimestre précédent, correspondant à une progression de 3,0%. En glissement annuel, il a enregistré un accroissement de 13,0% au troisième trimestre 2017 grâce à sa tendance haussière observée depuis le premier trimestre 2016. Exprimé en FCFA, il est en baisse de 3,7% en rythme trimestriel et en hausse de 7,4% en glissement annuel. L'évolution des cours du baril est influencée par l'accord de coopération au sein de l'OPEP et avec des pays hors OPEP comme la Russie, visant une réduction de la production pétrolière et un rééquilibrage du marché. Toutefois, les effets de cet accord restent limités par la surabondance des stocks mondiaux et la production américaine croissante de pétrole de schiste.

Source : MINEFID / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2012	12 2013	12 2014	12 2015	12 2016	Var. 2016	
						Var./2015	Var./2014
Indice prix à l'exportation	283,5	234,3	207,3	231,2	160,7	-30,5%	-22,5%
Indice prix à l'importation	120,8	117,3	90,9	90,9	94,0	3,4%	3,5%
Indice des termes de l'échange	234,7	127,8	228,1	254,2	170,9	-32,8%	-25,0%
Indice de gain à l'exportation	136,2	59,0	93,1	108,0	44,1	-59,2%	-52,7%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	64,2	57,2	72,8	72,9	75,6	3,7%	3,7%



Globalement, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un maximum de 91,5% atteint en 2011. Depuis, le taux de couverture régresse annuellement, passant de 91,5% en 2011 ; à 63,6% en 2012 et 57,2% en 2013.

En 2014 cependant, le taux de couverture est en progression passant de 72,8% en 2014 ; 72,9% en 2015 et 76,2% en 2016. Le taux de couverture est ressorti à 81,8% au deuxième trimestre 2017 après un taux de 61,6% une année au paravant.

Source : MINEFID / INSD

Définitions et abréviations

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAAH :	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
MINEFID :	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
Prov. :	Données provisoires
SONAGESS :	SOCIÉTÉ NATIONALE de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Elevage:

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

Monnaie:

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur:

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si ITE < 100 on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si ITE > 100 on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume

Soldes d'opinions:

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une

Moyenne quinquennale:

Pour les comparaisons aux trimestres des cinq dernières années, la moyenne quinquennale d'un trimestre i est obtenue en calculant la moyenne des cinq trimestres i des années considérées. Ainsi pour une année n, le taux de croissance du trimestre i par rapport aux cinq dernières années s'obtient par la formule:

$$\text{où } X_{n,i} \text{ représente la valeur de X au trimestre i de l'année n.} \quad \frac{\sum_{k=1}^5 X_{n-k,i}}{X_{n,i}}$$

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
RAMDE, B. François TRAORE, Bakari NIANGAO, Issaka	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
KABORE, W. Denis	Prix des produits de l'élevage	DGESS/MRAH
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
SOW, Arouna	Soldes d'opinions	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
KABORE, W. Denis	Production de l'élevage	DGESS/MRAH
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
KYELEM, K. Jean Paul MILLOGO, François BASSOLE, Wilfried Gustave	Finances publiques	DGESS/MINEFID DGTCP DGTCP
YAGO, Ahmed Racine	Situation monétaire	BCEAO
YAGO, Ahmed Racine	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
TOUGMA, Jean Gabriel	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DGEP